

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Jeudi 14 septembre 2023- Prix 20 DA <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°208 ■

Chronique Eco

**Un été chaud,
les problèmes se
traitent à froid**

P 16

POUVOIR D'ACHAT, RENTRÉE SCOLAIRE....

Les instructions du Président Tebboune

La préservation du pouvoir d'achat des ménages est l'une des priorités du Président de la République, Abdelmadjid Tebboune. Des orientations fermes ont été données à l'Exécutif afin de prendre les mesures nécessaires pour l'approvisionnement du marché en produits de large consommation et à des prix raisonnables. P 3



L'USINE DU CONSTRUCTEUR
CHINOIS «JAC» À AIN
TÉMOUCHENT

**Vers la production de
10 000 véhicules/an**

Après la marque italienne «Fiat», c'est le constructeur automobile chinois «JAC» qui va réaliser une usine en Algérie. Le projet commence déjà à se concrétiser. Le ministre de l'Industrie et de la Production Pharmaceutique, Ali Aoun, a reçu, hier mercredi à Alger, une délégation du groupe chinois «JAC» et de la société «EMIN AUTO».

P 2

HUILE D'OLIVE

**Production de plus de
100 millions de litres/an**



Le ministère de l'Agriculture et du Développement rural se penche sur la question du développement et protection de la filière oléicole. Une conférence nationale placée sous le slogan «L'oléiculture face aux défis de l'heure... changement climatique, sécurité alimentaire et développement durable», de deux jours, a été organisée hier par l'Institut national de la recherche agronomique (INRA).

P 5

PÉTROLE

**Le Brent en hausse à
92,5 dollars**

Les cours du pétrole évoluaient à leur plus haut niveau depuis novembre mercredi, poussés par les craintes du marché d'une importante pénurie de brut pour le quatrième trimestre après la publication des rapports mensuels de l'AIE et de l'Opep.

P 4



Moi, c'est Géant... www.geant-dz.com | info@geant-dz.com | [geantelectronics](https://www.facebook.com/geantelectronics) أنا، صـح جـيـون

TRANSPORT AÉRIEN
Air Algérie renforce ses vols vers le Sud

Air Algérie a augmenté le nombre de ses vols de et vers les aéroports du Sud du pays pour répondre à une « forte demande » constatée ces derniers jours, a indiqué mardi un responsable de la compagnie. «Nombre de passagers munis de billets ouverts sur les lignes du Sud du pays ont formulé le souhait de prendre l'avion en cette période de rentrée sociale. Air Algérie a donc pris rapidement l'initiative d'augmenter la capacité de transport sur ces lignes durant cette période de forte demande», a expliqué le porte-parole de la compagnie, Amine Andaloussi. Ainsi, pour accompagner ses clients, notamment les citoyens des wilayas du Sud du pays, Air Algérie a programmé plusieurs vols supplémentaires durant cette période, de et vers ces wilayas, assure le responsable, soulignant également la mobilisation d'appareils d'une plus grande capacité, des Boeing737 NG, dont la capacité peut aller jusqu'à 150 passagers. «Un nombre important de voyageurs s'est inscrit ces derniers jours sur les listes d'attente de la compagnie pour bénéficier d'une place. Air Algérie a été très réactive pour répondre à cette demande», a ajouté M. Andaloussi, rappelant que «le but de la compagnie est d'accompagner les citoyens en leur offrant un service public de qualité, notamment en réduisant leur attente». R E.

L'USINE DU CONSTRUCTEUR CHINOIS «JAC» À AIN TÉMOUCHENT

Vers la production de 10 000 véhicules/an

Après la marque italienne «Fiat», c'est le constructeur automobile chinois « JAC» qui va réaliser une usine en Algérie. Le projet commence déjà à se concrétiser. Le ministre de l'Industrie et de la Production Pharmaceutique, Ali Aoun, a reçu, hier mercredi à Alger, une délégation du groupe chinois « JAC» et de la société « EMIN AUTO».

Par Slimane T

Selon un communiqué du ministère, le projet connaît un avancement considérable notamment sur le volet des structures qui abriteront les équipements nécessaires pour la production automobile. D'après la même source, la future usine sera implantée dans la wilaya d'Aïn Témoûchent, et produira des véhicules touristiques et utilitaires avec un taux d'intégration de 30% et une capacité de production de 100.000 véhicules par an (avec une capacité de production maximale). Les représentants de la marque chinoise ont fait savoir également que 40% de la production sera destinée à l'exportation.

Ces informations ont été dévoilées par le ministère à l'issue d'une réunion qui a regroupé le ministre de l'Industrie M. Ali Aoun et M. Gaw Winkzing directeur général de l'Afrique du Nord et du Moyen Orient du groupe JAC et le gestionnaire de l'entreprise Emin Auto, M. Sahuvaroglu Nihat. « Cette rencontre s'inscrit dans le cadre du suivi du dossier d'importation et de production des voitures de la marque JAC en Algérie. Cette réunion a permis d'étudier l'avancement du projet de réalisation de l'usine JAC à Aïn Témoûchent avec les cadres du groupe», explique le communiqué. Les deux parties ont également évoqué le plan d'importation des véhicules de cette

marque pour la période 2023/2024 : « Une partie des véhicules importés sera commercialisée dès la fin de l'année en cours, une fois les procédures administratives liées à l'importation achevées » ajoute le communiqué. Le ministre Aoun qui a renouvelé l'engagement de l'Etat pour le soutien et l'accompagnement des projets de production automobile, a appelé les représentants de la marque JAC au respect de leurs engagements et à l'accélération de la cadence des importations et de production automobile, afin de répondre aux demandes du marché et des citoyens et apporter un plus à l'économie nationale et au secteur de l'industrie.

INSTALLATION DU NOUVEAU WALI DE BORDJ BADJI MOKHTAR

Les orientations du ministre de l'Intérieur

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, M. Brahim Merad, a procédé, mercredi, à l'installation officielle de M. Dehimi Abderahmane dans ses fonctions de nouveau wali de Bordj Badji

Mokhtar en remplacement de M. Othmane Abdelaziz, nommé au même poste dans la wilaya de Tougourt. Lors de la cérémonie d'installation, tenue en présence des élus locaux, de notables de la wilaya, de membres de la famille révolu-

tionnaire et de représentants des institutions au niveau local et acteurs de la société civile, le ministre a souligné que l'implication de la société civile dans les affaires locales découle de la ferme conviction du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, de l'importance de l'action participative inclusive comme moyen d'impulser le développement local. La cadence de développement dans les dix nouvelles wilayas fait l'objet d'un suivi minutieux et d'une évaluation continue, a affirmé M. Merad, ajoutant que la création de ces wilayas "ne consiste pas seulement en une procédure administrative et organisationnelle, mais représente une approche stratégique de développement multisectoriel". Le ministre soutenu qu'"on ne peut évoquer les perspectives prometteuses de développement dans cette région frontalière sans faire valoir les acquis obtenus en termes d'instauration de la sécurité, de préservation de la sécurité frontalière et la protection de l'économie nationale, à la faveur de la mobilisation de toutes les forces de sécurité, à leur tête l'Armée nationale populaire et les efforts des citoyens loyaux". Il a, à ce titre, mis en avant la né-

cessité d'accorder la priorité à la livraison des projets structurants publics attendus par la population, notamment la prise en charge sanitaire, l'amélioration des conditions de scolarisation, le raccordement aux réseaux divers et l'approvisionnement régulier en produits nécessaires. Dans ce cadre, M. Merad a mis l'accent sur la nécessité de livrer le projet de réalisation de la Route Nationale RN-6, reliant Reggane-Bordj Badji Mokhtar-Timiauouine, dans les délais fixes et conformément aux normes requises, qui constitue, a-t-il estimé, "un défi qu'il appartient aux autorités locales de relever eu égard à son impact sur les perspectives de développement socio-économique". Et d'ajouter que "la création d'une zone de libre échange dans la région de Timiauouine, appelée à donner un nouveau souffle à la cadence économique dans la région, constitue la portière de l'Algérie vers l'Afrique". S'agissant de la gestion des risques engendrés par les intempéries, le ministre a mis l'accent sur la prise en temps réel de mesures préventives vu les risques des intempéries automnales et hivernales, notamment les inondations saisonnières.

R E.

FOIRES ET BANQUES ALGÉRIENNES EN AFRIQUE

La place du produit national consolidé

Le président de la Confédération des industriels et producteurs algériens (CIPA), Abdelouahab Ziani a affirmé, mardi à Alger, que l'ouverture de banques et de foires algériennes dans les pays africains consolidera la place du produit algérien dans le continent, notamment à travers la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF). S'exprimant dans une rencontre avec les médias, M. Ziani a indiqué que « la présence des banques algériennes à l'étranger apportera une grande contribution pour les exportateurs, notamment à

travers la facilitation des transferts financiers ». Il a également estimé que l'organisation des foires algériennes permanentes initiées par la Société algérienne des foires et exportation (SA-FEX), permettre la présence du produit algérien de manière permanente sur les marchés africains, soulignant l'importance de la zone « ZLECAF » dans l'augmentation des échanges commerciaux entre les pays du continent. Pour l'intervenant, l'Algérie est « le cœur de l'Afrique », étant un axe commercial, estimant que la zone « ZLECAF » érigera la wilaya de Taman-

rasset en un pôle commercial africain. Et de relever l'existence de plusieurs matières premières en Afrique et qui peuvent être transformées en Algérie. Saluant les efforts consentis par le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en vue de rétablir la confiance des producteurs algériens, M. Ziani a affirmé que la zone « ZLECAF », en appelle à une série de mesures et la promulgation d'autres lois à l'effet d'accompagner les exportateurs, tout en soutenant la question de la révision de l'accord d'association avec l'Union européenne (UE).

R E.

Quotidien économique

Les Enjeux *Eco*

Edité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
**Belmihoub
Abdelaziz**

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
30, Rue Mehdi Ibn Toumert Bologhine
Ibn Ziri Alger
Siège de la rédaction
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com
ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

PUBLICITÉ

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 021 73 71 28 / 021 73 76 78 / 021 74 99 81
Fax : 021 73 95 59
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz

POUVOIR D'ACHAT, RENTRÉE SCOLAIRE....

Les instructions du Président Tebboune

La préservation du pouvoir d'achat des ménages est l'une priorité du président de la République, Abdelmadjid Tebboune. Des orientations fermes ont été données à l'Exécutif afin de prendre les mesures nécessaires pour l'approvisionnement du marché en produit de large consommation et à des prix raisonnables.

Par Reda Hadi

Lors d'une réunion du Conseil des ministres tenue mardi, le chef de l'Etat a rassuré les Algériens sur la poursuite de la subvention par le gouvernement des prix de plusieurs produits de première nécessité importés, en particulier les légumes secs. Les prix de ces produits connaissent une flambée sans précédente sur le marché mondial. Pour une meilleure gestion et contrôle, le gouvernement a chargé l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC) de mener exclusivement les opérations d'importations des légumineuses, avec détermination précise des étapes de fixation du prix du produit. En effet, selon le communiqué du Conseil des ministres, toute opération d'importation en dehors l'OAIC est interdite. Concernant le suivi de la disponibilité des produits de large consommation sur le marché national, «le président de la République a donné des instructions au ministre de l'Agriculture pour engager des pro-

cédures coercitives et drastiques pour assainir le secteur». Le président de la République a ordonné «d'autoriser l'importation exclusive des viandes rouges et blanches fraîches pour satisfaire les besoins nationaux de ce produit et contribuer à la réduction de leurs prix», précise le document. Il a souligné l'importance «d'encourager l'investissement privé en matière des chambres froides pour préserver l'équilibre du marché tout au long de l'année». «Le président de la République a ordonné au Gouvernement d'acquérir les produits des agriculteurs pour empêcher leur détérioration, dans le cadre de la création de l'Office national des produits agricoles, et les stocker dans les chambres froides». Selon la même source, parmi les instructions du Président Tebboune, figurent également «préserver le stock national stratégique des produits agricoles et alimentaires». Le Président de la République a, par ailleurs, ordonné d'«élaborer une politique de communication claire, pour informer

les citoyens et les tenir au courant de manière périodique et continue de la disponibilité des différents produits de base de large consommation, en vue d'interdire l'utilisation des deux termes de +pénurie+ et de +spéculation+, qui visent à créer un climat de panique sur le marché national, tout en permettant l'accès aux grandes marques commerciales internationales», ajoute le communiqué. Il a également ordonné d'«associer messieurs les walis, en leur qualité de responsables du secteur économique, en vue de faire la distinction entre le stock dans le cadre de la chaîne de production et le stockage aux fins de spéculation». Aussi, le Président de la République a ordonné de «déterminer la consommation quotidienne des produits de consommation, à travers la création de laboratoires chargés de fournir des statistiques réelles, précises et actualisées de manière périodique», selon le communiqué. Le Président Tebboune a également enjoint d'«intensifier les efforts pour une meilleure prise en charge des préoccupa-

tions quotidiennes des citoyens, qu'il convient de placer en tête des priorités de tous les responsables dans l'ensemble des secteurs». Pour la rentrée scolaire, M. Tebboune a donné instruction aux ministres de l'Intérieur et celui de l'Education de prendre toutes les mesures pour réussir la rentrée des classes. Il a été aussi décidé de décharger les communes pauvres et faibles des charges liées aux écoles primaires, l'Etat devant prendre en charge cette responsabilité, et ce afin de démocratiser l'enseignement. Il sera question, à partir de l'année prochaine, de charger les walis de superviser et préparer de manière directe et entièrement la rentrée scolaire au niveau de leurs wilayas. Il a aussi affirmé que l'Etat restera du côté des familles à petits revenus, enjoignant de créer une caisse sous tutelle du secteur de la Solidarité nationale, qui préparera l'opération de solidarité scolaire. La prime de scolarité sera versée un mois avant la rentrée des classes à partir de l'année prochaine a-t-il ordonné.

BISKRA

Régularisation de la situation foncière de plus de 1.000 exploitations agricoles

L'opération de régularisation de la situation du foncier agricole à la wilaya de Biskra lancée depuis début 2023 a permis la régularisation et l'octroi d'actes de concession à plus de 1.000 investisseurs agricoles, a-t-on appris mercredi des services de la wilaya. Les dispositions réglementaires en cours en collaboration entre les services de la wilaya et la direction des services agricoles pour permettre aux investisseurs agricoles d'acquérir le droit de possession et d'exploitation de leurs terres agricoles a donné lieu durant la même période à la

régularisation de 1.104 dossiers et l'octroi d'actes de concession agricoles sur 1.420 dossiers déposés par des investisseurs agricoles, selon la même source. Cette régularisation visant à garantir une stabilité dans le secteur agricole et l'élimination des difficultés, permettra aux agriculteurs concernés ayant touché plus de 12.000 hectares de terres agricoles à travers diverses communes de la wilaya, d'exploiter leurs terres dans de meilleures conditions et de bénéficier de tous les avantages réglementaires notamment les crédits. Le wali Lakhdar seddas avait in-

diqué au cours d'une conférence de presse animée au début de la semaine en cours qu'il sera procédé dans une autre étape dans le cadre de l'assainissement du secteur agricole, à la distribution au profit d'autres investisseurs, de terres agricoles récupérées et non exploitées. L'opération concernera plusieurs périmètres dont celui de la commune El Haouche s'étendant sur 928 hectares et le périmètre Sarague dans la commune Aoumache sur une surface de 529 hectares selon le même responsable.

CONFÉRENCE ARABE RÉGIONALE SUR LA POPULATION ET LE DÉVELOPPEMENT

Participation du Conseil de la nation

Le Conseil de la nation (CN) prend part aux travaux de la Conférence arabe régionale sur la population et le développement, qui se tiennent à Beyrouth du 12 au 14 septembre, sous le thème "Défis et perspectives : dix ans après la Déclaration du Caire de 2013", a indiqué mercredi un communiqué de la Chambre haute du Parlement. Cette conférence internationale vise à "fournir une plateforme commune pour la réflexion et le débat, et permettre aux gouvernements des pays arabes d'évaluer les progrès réalisés et les défis auxquels ils sont confrontés dans la mise en œuvre des engagements de la Déclaration du Caire de 2013",

précise le communiqué. Prendront part à cette conférence "des représentants de haut niveau des gouvernements arabes, des parlementaires, des représentants d'organisations de la société civile, ainsi que des organisations internationales et régionales". L'ordre du jour de ladite conférence comprend des séances-débat concernant "l'examen des rapports volontaires des pays arabes", "les droits de l'homme, la dignité et la réalisation de l'égalité: priorités, défis et perspectives dans la région arabe", et "les réalisations des politiques démographiques: liens et contributions à l'agenda de développement social et économique".

Elle abordera également les axes "durabilité environnementale et dynamiques démographiques : les priorités de la planification pour un meilleur avenir pour tous" et "l'impact des crises humanitaires sur la population et le développement", ajoute le communiqué. Pour rappel, la Conférence arabe régionale sur la population et le développement est organisée par la Commission économique et sociale des Nations unies pour l'Asie occidentale, en collaboration avec le Fonds des Nations Unies pour la population, la Ligue arabe et la Fédération internationale du planning familial (FIPF). Cette rencontre s'inscrit dans le cadre de la "6e révision régio-

nale de la mise en œuvre de la Déclaration du Caire de 2013 issue de la Conférence régionale sur la population et le développement dans les pays arabes, en concrétisation du Plan d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement". La délégation du Conseil de la nation, qui fait partie d'une délégation conjointe des deux chambres du Parlement, est composée du président de la Commission des Affaires étrangères, de la coopération et de la communauté du Conseil de la Nation, M. Mohamed Amroun, et de la membre du Conseil de la Nation, Mme Samia El Eulmi.

PLF RECTIFICATIVE POUR 2023

Corriger certains dysfonctionnements

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a instruit, lors de la réunion du Conseil des ministres qu'il a présidée mardi, de corriger certains dysfonctionnements à travers le Projet de loi de finances (PLF) rectificative pour l'année 2023, conformément aux décisions prises en vue d'améliorer davantage le pouvoir d'achat des citoyens, indique le communiqué du Conseil. Lors de cette réunion, le président de la République a instruit de "corriger certains dysfonctionnements conformément aux décisions prises en vue d'améliorer davantage le pouvoir d'achat des citoyens et renforcer le front interne", lit-on dans le communiqué. Le Président Tebboune a ordonné au ministre des Finances "d'accroître la mobilisation des ressources financières et des moyens matériels pour accélérer la numérisation des structures du ministère et des établissements y relevant", ajoute la même source.

R E.

PÉTROLE

Le Brent en hausse à 92,5 dollars

Les cours du pétrole évoluaient à leur plus haut niveau depuis novembre mercredi, poussés par les craintes du marché d'une importante pénurie de brut pour le quatrième trimestre après la publication des rapports mensuels de l'AIE et de l'Opep.

Dans les séances matinales, le baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en novembre, prenait 0,49% à 92,51 dollars, après avoir culminé à 92,84 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en octobre, gagnait 0,52% à 89,30 dollars, après avoir touché 89,64 dollars. Les deux références de l'or noir évoluent à leur plus haut niveau depuis novembre. "Le prix du pétrole est poussé à la hausse par la persistance d'une offre insuffisante sur le marché au cours des troisième et quatrième trimestres", expliquent des analystes. L'Agence internationale de l'énergie (AIE) prévoit une "importante pénurie de l'offre" de pétrole au quatrième trimestre 2023, selon son rapport mensuel publié mercredi.

La prolongation des coupes volontaires de production de pétrole par l'Opep+ jusqu'à la fin de l'année va conduire à un déficit important sur le marché au cours du quatrième trimestre, a estimé l'Agence internationale de l'énergie (AIE) en maintenant sa prévision de croissance de la demande pour cette année et l'an prochain.

L'Opep et ses alliés, réunis sous l'appellation Opep+, ont commencé à réduire leur offre en 2022 pour soutenir les cours du brut. Le baril de Brent a dépassé cette semaine le seuil de 90 dollars pour la première fois cette année après l'annonce d'une prolongation des réductions de production par l'Arabie saoudite et la Russie jusqu'à la fin 2023. Jusqu'ici, la réduction de l'offre des membres de l'Opep+ de plus de 2,5 millions de barils par jour depuis le début de l'année a été compensée par une production supérieure des autres pays producteurs non membres de l'alliance, dont les Etats-Unis, le Brésil et l'Iran, souligne l'AIE dans son rapport mensuel. «Mais à partir de septembre, la perte de production de l'Opep+ entraînera un déficit important de l'offre au cours du quatrième trimestre», a déclaré l'agence.

R E.

BLÉ

Revue à la baisse de la récolte mondiale

Le ministère américain de l'Agriculture (USDA) a de nouveau abaissé mardi son estimation de production mondiale de blé pour la campagne en cours, principalement du fait de récoltes inférieures aux attentes en Australie, Canada et Argentine, frappés par la sécheresse.

Par R E/Agence

Après avoir déjà diminué ses prévisions de 3,3 millions de tonnes en août, l'USDA les a encore réduites à 6 millions de tonnes dans son dernier rapport mensuel WASDE, très suivi par les analystes et le monde agricole. A 787 millions de tonnes pour la campagne 2023-24, qui va d'une récolte à l'autre (juin à mai de l'année suivante), la production mondiale de la céréale reine est désormais attendue en repli par rapport au millésime 2022-23 (790 millions de tonnes). Dans le détail, l'USDA voit les volumes moissonnés en Australie se contracter de trois millions de tonnes. Le département australien de l'Agriculture a indiqué, début septembre, s'attendre à une "chute" de la production des cultures d'hiver, dont fait partie le blé. L'Etat du Queensland (nord-est), ainsi que le nord de la Nouvelle-Galles du Sud (sud-est) et

le sud de l'Australie-Occidentale (sud-ouest) ont été affectés par des conditions sèches, attribuables au phénomène météorologique El Nino. La sécheresse a également frappé l'ouest du Canada, grande région de production du blé, en particulier la province d'Alberta, poussant l'USDA à amputer son estimation de récolte de deux millions de tonnes. Manque de précipitations aussi en Argentine, où les volumes ont été diminués d'un million de tonnes, ainsi qu'en Union européenne. Ces baisses de production ne sont que partiellement compensées par un relèvement d'un million de tonnes de la production en Ukraine. Selon les estimations de l'USDA, la Russie représenterait quasiment 24% des exportations mondiales de blé contre 16% en 2021-22. Le rapport WASDE a permis aux cours de se redresser, mardi, sans les faire décoller pour autant. Après avoir enregistré, plus tôt en séance, son plus bas niveau depuis

décembre 2020, le contrat le plus échangé sur le blé d'hiver américain de variété SRW ("soft red winter wheat") a terminé en légère hausse de 0,51%, à 5,8750 dollars le boisseau (environ 27 kg). Pour autant, les analystes s'interrogent sur la propension de ce rapport à offrir un plancher au prix du blé, très mal en point depuis plusieurs semaines. A plus longue échéance, les prix pourraient bénéficier de nouvelles révisions des estimations de production, notamment en Australie, où les récoltes de blé ne démarrent qu'en octobre. Autre marché mal en point, celui du maïs, dont les cours ont souffert mardi d'un petit relèvement de l'estimation de production mondiale, à 1.214 million de tonnes pour 2023-2024. L'USDA a, par ailleurs, diminué de près de 1,5 million de tonnes sa prévision de récoltes pour le soja, à 401,33 millions de tonnes, ce qui reste un niveau record.

UNICEF

Plus de 330 millions d'enfants en situation d'extrême pauvreté

La pandémie de Covid-19 a fortement ralenti la lutte contre la pauvreté chez les plus jeunes, et 333 millions d'enfants vivent toujours en situation d'extrême pauvreté à travers le monde, selon un rapport de l'Unicef et de la Banque mondiale publié jeudi. C'est ainsi un enfant sur six dans le monde qui vit avec moins de 2,15 dollars par jour, selon le rapport de l'agence onusienne, qui souligne que sans les perturbations liées au Covid, 30 millions d'enfants supplémentaires auraient pu être sortis de la pauvreté. "Les crises aggravées, dues aux conséquences du Covid-19, aux conflits, au changement climatique et aux chocs économiques, ont bloqué les progrès et laissé des millions d'enfants dans une

pauvreté extrême", a déclaré la directrice générale de l'Unicef, Catherine Russell, citée dans le communiqué. "Un monde dans lequel 333 millions d'enfants vivent dans une pauvreté extrême - privés non seulement de leurs besoins fondamentaux, mais aussi de dignité, d'opportunités ou d'espoir - est tout simplement intolérable", a-t-elle ajouté. L'extrême pauvreté concerne même 40% des enfants en Afrique subsaharienne, le pourcentage le plus élevé au monde. Contrairement aux autres régions du monde, qui ont toutes enregistré ces dernières années un déclin de la pauvreté infantile, l'Afrique subsaharienne l'a vu grimper, poussée par la croissance démographique ra-

pide, le Covid-19 et les catastrophes liées au climat. La Banque mondiale et l'Unicef ont appelé les pays à donner la priorité à la lutte contre la pauvreté des enfants et à adopter une série de mesures, notamment l'expansion des programmes universels d'allocations familiales. "Nous ne pouvons pas laisser tomber ces enfants maintenant", a déclaré le directeur de la Banque mondiale chargé des questions de pauvreté et d'équité, Luis Felipe Lopez-Calva. "Mettre fin à la pauvreté des enfants est un choix politique", a-t-il ajouté. Les conclusions de ce rapport semblent éloigner l'objectif ambitieux que s'était fixé l'ONU, d'éradiquer l'extrême pauvreté des enfants d'ici 2030.

COOPÉRATION SUD-SUD

Elle joue un rôle essentiel dans la construction d'un avenir meilleur

La coopération Sud-Sud joue un rôle essentiel dans la construction d'un avenir meilleur dans un monde où les défis sont étroitement liés, a indiqué mardi, le Secrétaire Général de l'ONU, Antonio Guterres, à l'occasion de la Journée des Nations unies pour la coopération Sud-Sud. Cette Journée "rappelle avec force que lorsque les nations s'unissent, elles peuvent surmonter les obstacles et accélérer le développement durable", ajoute le chef de l'ONU dans un message à l'occasion de cette journée, célébrée le 12 septembre

de chaque année. De l'action climatique à l'élimination de la pauvreté, des soins de santé à l'éducation, du commerce à la transition numérique, l'existence d'une solidarité entre pays en développement et de partenariats solides entre eux peut ouvrir la voie à un monde plus équitable et plus durable. "Ce n'est qu'ensemble que nous pourrions construire un monde de prospérité partagée, où la coopération ne connaît pas de frontières", souligne encore M. Guterres, rappelant que grâce à la coopération Sud-Sud, "les pays du Sud peuvent par-

tager leurs connaissances, leurs compétences, leurs savoir-faire et leurs ressources, coordonner leurs efforts et bénéficier d'économies d'échelle". Pour le SG des Nations unies, "ensemble, ils peuvent démultiplier leurs efforts en matière de développement durable pour atténuer le dérèglement climatique, trouver des solutions à une crise sanitaire mondiale, gérer les perturbations qui touchent la chaîne d'approvisionnement et fournir une aide humanitaire". La coopération Sud-Sud est une mani-

festation de la solidarité entre les peuples et les pays du Sud qui contribue au bien-être national, leur autonomie nationale et collective et la réalisation des objectifs de développement convenus au niveau international, notamment le Programme de développement durable (ODD) à l'horizon 2030. La commémoration de haut niveau de la Journée des Nations unies pour la coopération Sud-Sud a lieu cette année, une semaine avant le sommet sur les ODD et sera l'occasion de sensibiliser et d'accélérer les actions pratiques.

HUILE D’OLIVE

Production de plus de 100 millions de litres/an

Le ministère de l’Agriculture et du Développement rural se penche sur la question du développement et protection de la filière oléicole. Une conférence nationale placée sous le slogan «L’oléiculture face aux défis de l’heure... changement climatique, sécurité alimentaire et développement durable», de deux jours, a été organisée hier par l’Institut national de la recherche agronomique (INRA).

Par Sirine R

Présent à cet événement important, le ministre du secteur, Mohamed Abdelhafid Henni, a affirmé, hier à Alger, que l’oléiculture connaît un bond qualitatif qui exige le renforcement des capacités de production et des mécanismes de transformation, eu égard aux besoins de consommation interne et aux possibilités d’exportation. «En dépit du bond qualitatif réalisé en matière de développement de l’oléiculture et d’autosuffisance, un renforcement des capacités de production et des mécanismes de transformation agroalimentaires s’impose, eu égard aux besoins de consommation interne et aux possibilités d’exportation», a souligné le ministre, en précisant que l’oléiculture figure parmi les principales filières agricoles du pays. Les résultats réalisés par cette filière en terme de qualité et quantité ont permis à l’Algérie de se positionner à la 4e place à l’échelle mondiale en matière de production d’huile de table et à la 7e place dans le domaine de la production de l’huile d’olive. L’oléiculture, poursuit-il, représente 45% de la surface totale de l’arboriculture fruitière et occupe, de ce fait, la 1ere place au plan national avec des capacités de production réparties sur l’ensemble du territoire. Le ministre a également fait savoir que le soutien technique et financier assuré par l’Etat durant ces dernières années, a encouragé les producteurs à élargir les surfaces de

production dans de nombreuses régions du pays pour inclure la majorité des wilayas, soit une surface totale de 440.000 hectares. Evoquant la production de l’huile d’olive, le ministre a indiqué que l’Algérie a réalisé une autosuffisance en la matière avec une production de plus de 100 millions de litres/an, permettant ainsi de valoriser cette filière via l’exportation. Le ministre a, par ailleurs, souligné que le programme de développement de la filière était axé sur la revalorisation de la richesse oléicole à travers les nouvelles plantations et l’élargissement de leurs surfaces, outre l’intensification de l’oléiculture par l’irrigation, l’amélioration des techniques de production et une meilleure utilisation de la mécanisation agricole spécialisée. Autres objectifs de ce programme, ajoute-t-il, l’amélioration du rendement et de la qualité de production, notamment celle à même d’apporter une valeur ajoutée à l’économie, la valorisation des types à forte valeur marketing, la promotion de la production pour couvrir les besoins de consommation interne, en plus d’assurer les possibilités d’exportation. Dans ce cadre, le ministre a souligné que le Conseil national interprofessionnel de la filière oléicole qui regroupe tous les acteurs et intervenants dans cette filière (producteurs, exportateurs ou établissements de mise en valeur, de transformation, d’emballage et de commercialisation), est un espace de débat en vue d’examiner les questions

relatives au développement et à la modernisation de la production, ainsi qu’à la proposition de solutions idoines aux problèmes soulevés par les professionnels du domaine, en vue de prendre les mesures nécessaires, à même de réaliser le développement de cette activité agricole. Le ministre a, en outre, mis en avant la nécessité d’impliquer l’université, d’encourager l’innovation scientifique et d’exploiter les résultats des recherches dans le domaine du développement et de la diversification de la production. Pour le ministre, les conditions géostratégiques mondiales actuelles corrélées aux changements climatiques et à une faible pluviométrie, imposent davantage de mobilisation et la réunion de tous les moyens possibles, en vue de faire face aux enjeux liés à l’impératif de garantir la sécurité alimentaire du pays, d’autant plus que l’Etat a assuré l’ensemble des mécanismes de soutien et d’accompagnement relatifs au développement de toutes les filières. Selon le ministre, les résultats réalisés sur le terrain, notamment dans les filières stratégiques, les cultures maraichères et l’arboriculture fruitière «présagent d’un avenir florissant pour l’agriculture dans notre pays». De son côté, le Secrétaire général de l’Union nationale des paysans algériens (UNPA), Abdelatif Dilmi a fait état de la réactivation «prochaine» de la Fédération nationale des producteurs oléicoles, à travers la tenue d’une assemblée générale en vue d’élire un nouveau bureau national.

ORAN

Ouverture du Forum d’affaires Algéro-chinois

Le wali d’Oran, Said Sayoud, a reçu, hier mercredi, l’Ambassadeur de la République Populaire de Chine en Algérie, et sa délégation qui l’accompagne, indique un communiqué de la wilaya publié sur sa page Facebook. Le wali d’Oran a eu un entretien avec la délégation au cours duquel il a mis en avant les capacités et les incitations dont dispose la wilaya dans le domaine de l’investissement. Cette visite s’inscrit dans le cadre de la rencontre d’affaires algéro-chinoise tenue aujourd’hui à Oran. Le wali d’Oran, accompagné de l’ambassadeur de la République populaire de Chine en Algérie, M. Li Jian, a supervisé le lancement du Forum des hommes d’affaires algéro-chinois. Le premier responsable de l’exécutif a indiqué que la rencontre s’inscrit dans le cadre du renforcement de la coopération et de la consolidation des relations économiques entre l’Algérie et la République populaire de Chine. L’engagement des deux pays à établir une coopération économique et commerciale, qui a été consolidé lors de la visite d’Etat effectuée en juillet dernier par le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, accompagné d’hommes d’affaires algériens, qui a abouti à la signature de 19 accords en les domaines de l’énergie et des mines, tels que le transport ferroviaire, le transfert de technologie, l’agriculture, les communications, ainsi que le sport, l’investissement et la coopération commerciale. L’ambassadeur de la République de Chine a estimé que la rencontre avec le gouverneur d’Oran a été enrichissante, soulignant qu’Oran est une ville ouverte et moderne qui possède un potentiel d’investissement et que toutes les conditions sont réunies pour la coopération entre les deux pays.

R E.

SAISON DE LA CHASSE 2023-2024

Mise en place d’un plan national par la DGF

La Direction générale des forêts (DGF) a mis en place un plan national pour la saison de la chasse 2023/2024, dont l’ouverture est prévue le 15 septembre, a indiqué, mercredi, le Directeur général (DG) des forêts, Djamel Touahria. Présidant au nom du ministre de l’Agriculture et du Développement rural, Mohamed Abdelhafid Henni, les travaux de la 1e session du Conseil supérieur de la chasse et du patrimoine cynégétique, tenue au siège de la DGF, M. Touahria a annoncé dans son allocution d’ouverture "la mise en place d’un plan national, à l’occasion de la relance de l’activité de la chasse en Algérie, de manière exceptionnelle, après avoir été suspendue pour plus de 30

ans", estimant que cette opération "est salubre pour les chasseurs et demeure une mesure importante pour limiter le braconnage". Ce plan a été élaboré "après une évaluation nationale des moyens de chasse disponibles et conformément aux statistiques effectuées par la DGF, en collaboration avec les chasseurs spécialisés. Il sera approuvé par le Conseil supérieur chargé de la mission d’écoute et d’orientation de l’administration en charge de la chasse et du développement des ressources animalières dans le pays," ajoute le responsable. Selon les chiffres fournis par le DG des forêts, il a été procédé jusqu’à l’année en cours, au recensement de " 27.000 chasseurs spécialisés, organisés dans le

cadre de 857 associations et répartis sur 44 fédérations de wilaya, dont 22.196 ont reçu une formation avant d’obtenir une attestation les habilitant à détenir un permis de chasse". Dans ce cadre, "21.586 permis de chasse ont, à ce jour, été délivrés à l’échelle nationale, ainsi que 18.922 autorisations de chasse distribuées au niveau des conservations de wilaya". Il a également été procédé à la délimitation des zones de chasse au niveau de 36 wilayas et de 392 terrains pouvant être loués sur une surface totale de 577.511 hectares. A cette occasion, M. Touahria a appelé les chasseurs à "appliquer et à respecter les lois relatives à l’activité de chasse, mais aussi à préserver les ressources

animales qui relèvent de la responsabilité de tous, avec une pratique rationnelle de cette activité notamment après la vague des feux de forêts survenus récemment dans le pays, lesquels ont engendré la perte de plusieurs sortes de proies". S’agissant des superficies touchées par les incendies, le directeur général de la DGF a fait état, dans une déclaration à la presse, de 33.000 hectares touchés, soulignant une baisse dans le nombre d’incendies survenus cette année. Cela s’explique, a-t-il dit, par "les mécanismes efficaces mis en place par l’Etat, le plan de lutte contre les incendies et la prise de conscience des populations des zones proches des forêts".

R E.

DÉVELOPPEMENT URBAIN À EL KHROUB (CONSTANTINE)

Les projets d'aménagement se multiplient

Plusieurs cités à El Khroub vont connaître le lancement de plusieurs projets d'aménagement urbain. Ceux-ci concernent de vastes opérations de réaménagement des routes et des trottoirs, ainsi que la création d'espaces verts, la plantation d'arbres, l'entretien des réseaux de l'éclairage public, en plus de la création de quatre stades de type « Mateco ». D'après le président de l'Assemblée Populaire Communale (APC) d'El Khroub, Mehdi Daàs, les travaux d'aménagement urbain toucheront la rue Hadjadj Bachir, Émir Abdelkader, Bastandji Mohamed et Maghlaoui Mabrouk. Notons aussi les rues principales de la cité Bouhali El Aid, des 1.600 logements du côté du cimetière des martyrs et de la route de Sidi Amar, la zone d'activités, l'entrée de la cité Menasria, ainsi que le groupement secondaire de l'ancienne cité Salah Derradji. De même que les cités Belaribi, Chibane Ettayeb, El Manar, les 238 logements Spiga, les 500 logements, les 1.039 logements en face de la caserne militaire, les tours, Massinissa, celle du 8 mai 1945, et la route reliant la cité 1.600 logements à celle d'El Wafa. Selon la même source, une enveloppe financière considérable a été réservée à ces projets dans le but d'améliorer le cadre de vie des habitants de ces cités et d'embellir la ville.

VILLE DE MÉDÉA

Lancement de travaux d'aménagement urbain

Des opérations d'aménagement urbain ont été lancées à travers la ville de Médéa afin d'éradiquer les points noirs qui défigurent l'aspect esthétique de cette importante agglomération urbaine, a-t-on appris lundi des services de la wilaya.

Il s'agit de travaux d'aménagement urbain, de bitumage de routes, la réalisation de trottoirs et de nouveaux réseaux d'assainissement et de collecte des eaux pluviales au niveau de plusieurs quartiers du centre-ville de Médéa et sa périphérie, a-t-on fait savoir.

Ces opérations d'aménagement rentrent dans le cadre d'un plan de requalification des principales voies d'accès aux zones d'habitation qui étaient dégradées. Elles touchent plus d'une dizaine de quartiers à forte concentration de population, à l'instar des quartiers Bezouche, Takhabite, Damiète, Chellaalaa, Sidi-Bouyahia, la cité 15 décembre et Tala Aich.

Des aménagements similaires sont en cours au niveau des artères commerçantes du centre-ville de Médéa portant sur des travaux de revêtement de chaussées, de réalisation de collecteurs des eaux usées ainsi que la réfection de trottoirs et le réaménagement d'espaces verts, ont indiqué les services de la wilaya. Ces projets sont appelés à redonner un aspect plus attrayant à la ville, améliorer le cadre de vie des citoyens et offrir de meilleures conditions de déplacement aux automobilistes, notamment ceux qui résident à la périphérie de la ville de Médéa, a-t-on conclu.

BECHAR

Vers la création d'un centre de formation aux métiers ferroviaires

Un centre de formation aux métiers ferroviaires sera prochainement créé à Bechar dans le cadre du programme de partenariat algéro-chinois pour la réalisation de nouvelles lignes ferroviaires à travers le pays, a indiqué lundi le wali de Bechar, Mohamed Saïd Benkamou.

" Cette future structure de dimension nationale permettra, grâce à notre partenariat avec la partie chinoise, d'offrir aux jeunes désireux de rejoindre le secteur de transport ferroviaire, des formations dans les domaines relatifs à ce type de transport à savoir, l'exploitation ferroviaire (conduite des trains), et dans le domaine industriel notamment la maintenance de l'infrastructure et du matériel roulant", a précisé le wali en marge d'une rencontre avec des représentants du ministère de la formation et de l'enseignement professionnels et la partie Chinoise concernée

par la création de cette structure de formation. Des représentants du ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels (MEFP) et des cadres locaux du secteur en compagnie de la partie chinoise, ont entamé depuis ce lundi une visite d'inspection des différentes structures de formation de la région (Centres et instituts nationaux spécialisés de formation professionnelle-INSFP) dans la perspective de la localisation de ce centre spécialisé dans l'une de ces mêmes structures et ce dans l'unique but de l'accélération de sa création et la dotation de la région du sud-ouest du pays de ce type de centre spécialisé dans les mé-

tiers ferroviaires, a signalé pour sa part, le directeur central au ministère, Boubekeur Boukhalfa, présent à cette occasion à Bechar. La mise en place de ce centre spécialisé, s'inscrit dans le cadre de l'application des directives des pouvoirs publics, tendant à la concrétisation du programme de partenariat avec la partie chinoise pour la réalisation de nouvelles lignes ferroviaires à travers le pays, de même qu'il permettra à l'avenir d'assurer une main d'œuvre qualifiée au profit du mégaprojet de réalisation de la voie ferrée Bechar/Tindouf pour le transport du minerai de fer de Gara-Djebilet (Tindouf) vers Bechar, sur un parcours de 1.000 km, a fait savoir le wali de Bechar.

EMBELLISSEMENT DU MILIEU SCOLAIRE À CONSTANTINE

L'association de protection de la nature et de l'environnement fait l'exception

La campagne de nettoyage des établissements scolaires à la wilaya de Constantine organisée depuis vendredi sous le slogan « Rentrée scolaire dans un environnement propre », a été marquée par une participation efficace de l'association de protection de la nature et de l'environnement, a déclaré son président Abdelmadjid Sebbih. L'APS a assisté à une partie des travaux de l'initiative de cette association qui portent entre sur l'entretien des arbres et plantes aromatiques, la collecte des résidus des herbes et plantes nuisibles

en plus de la création de nouveaux espaces verts et la modernisation du système d'arrosage. Dans ce cadre le président de l'association a indiqué que l'action de bénévolat a ciblé cinq établissements scolaires des différents paliers d'enseignement à la commune d'Ain Abid, ajoutant que l'opération devra se poursuivre selon un programme ciblant cinq établissements scolaires chaque jour à travers tout le territoire de la wilaya. L'association a étendu son action pour toucher également l'environnement extérieur des établissements scolaires

notamment les espaces limitrophes et les routes menant vers les établissements d'enseignement scolaire, a précisé M. Sebbih. Il a ajouté que l'association a appelé les citoyens, les élèves et leurs parents notamment à participer à l'opération de plantation d'arbres et de fleurs dans les périmètres immédiats des infrastructures citées. Il a indiqué que l'objectif de faire impliquer toutes les couches de la société dans cette opération est de faciliter leur adhésion aux efforts d'assainissement du milieu scolaire, les sensibiliser sur l'importance de le

préserver en plus, a ajouté le même responsable, de faire ancrer l'esprit d'initiative parmi elles (les couches de la société). L'initiative a été menée en collaboration avec la direction de l'Éducation, la fédération des parents d'élèves en présence du chef du daïra d'Ain Abid, du président de l'Assemblée populaire communale de cette même collectivité locale, des élus locaux en plus d'établissements publics chargés des espaces verts et le staff administratif et pédagogique des établissements scolaires ciblés.

ENFANTS À BESOINS SPÉCIFIQUES DE BATNA

Les indicateurs sont au vert pour une rentrée réussie

La direction de l'Action sociale de Batna a annoncé que toutes les dispositions ont été prises pour assurer une bonne rentrée des classes spécialisées et une prise en charge convenable des enfants à besoins spécifiques dans les sept centres spécialisés de la wilaya. Les deux centres psychopédagogiques d'Arris et de Merouana, d'une capacité théorique de 120 places chacun et qui s'occupent des enfants souffrant d'un handicap mental, ont pris toutes les mesures nécessaires pour accueillir les pensionnaires dans de bonnes conditions. Idem

pour les deux centres médico-pédagogiques spécialisés dans la prise en charge des enfants souffrant d'infirmité motrice d'origine cérébrale, dont ceux atteints de trisomie, qui ont ainsi accès à une assistance, une instruction et un apprentissage en lien avec la santé comportementale afin de permettre leur épanouissement. Pour leur part, ceux souffrant d'un handicap auditif sont pris en charge par l'école des jeunes sourds-muets et celle des jeunes aveugles, toutes deux situées dans la ville de Batna et pouvant accueillir chacune plus d'une centaine de personnes.

Notons qu'en ce qui concerne la poursuite des études, le problème ne se pose pas pour les enfants ayant un handicap visuel car ils utilisent le braille pour apprendre, répondre aux questions et passer d'un niveau à un autre. En revanche, pour les sourds-muets, certaines contraintes sont infranchissables. Dès qu'ils atteignent le niveau moyen ou secondaire, ils se retrouvent face au manque de structures spécialisées et d'encadreurs formés pour prendre en charge cette catégorie de personnes aux besoins spécifiques.

Quand l'inflation cache un effondrement

Une hausse de 3,2 % pour les pommes de terre, +1,1 % pour les fruits, +0,6 % sur la farine, ou même +2,1 % sur le poisson, encore ce mois-ci, beaucoup de produits de consommation courante ont subi une augmentation considérable.

Par Eric Paumier (*)

Si les récentes déclarations de la Banque centrale européenne semblent laisser présager un recul de l'inflation dans la zone euro, force est de constater que les indicateurs macroéconomiques se heurtent à la réalité des consommateurs.

Marché de la débrouille

Alors que de Nice à Strasbourg, en passant par Lyon, la question du pouvoir d'achat des ménages n'a jamais occupé autant les esprits. Nouvelles tendances de consommation ou réaction aux fins de mois difficiles, les consommateurs adoptent de nouvelles pratiques et bouleversent leurs habitudes. Les comptes d'influenceurs « conso », groupes Facebook ou encore WhatsApp pullulent, capitalisant sur le marché florissant de la débrouille. Une question que l'exécutif semble vouloir prendre à bras-le-corps. Une étude menée par l'Ifop à la mi-juillet révélait que, d'une part,

les consommateurs ont la nécessité grandissante d'optimiser leur panier, 84 % d'entre eux ayant plus recours aux promotions aujourd'hui qu'il y a deux ans et, d'autre part, que la consommation est devenue l'objet de stratégies comparatives, 60 % des interrogés déclarant choisir leurs enseignes selon leurs offres promotionnelles. Dans ce contexte particulièrement tendu, la préoccupation pour leur situation économique est devenue, pour les consommateurs, l'une de leurs premières sources d'inquiétude en l'avenir. La préservation du pouvoir d'achat est de facto devenue l'un des enjeux principaux de notre temps. Partant de ce postulat, les citoyens ne peuvent être laissés seuls dans le marasme économique auquel ils sont en proie. Des signes avant-coureurs de la précarisation à l'œuvre sont déjà perceptibles. L'augmentation des crédits à la consommation, la popularité des enseignes discount tout comme la place grandissante accordée au pouvoir d'achat dans le débat public sont autant d'indicateurs de cette tension latente.

Un mouvement citoyen

Alors que l'urgence d'aider les consommateurs est criante, il est indispensable d'imaginer un réel écosystème des économies et de la promotion et de nous engager collectivement, autour d'actions concrètes, en faveur du pouvoir d'achat. Plus que jamais les défis sont nombreux et chacun des acteurs de la chaîne de valeur doit trouver à se réinventer, toujours dans une approche de concertation et de dialogue avec les corps intermédiaires. En somme, c'est un véritable mouvement citoyen que nous devons créer, un mouvement d'un genre nouveau qui dépasse les clivages politiques, socio-économiques et territoriaux. En tant que producteurs, distributeurs, acteurs industriels, citoyens, publicitaires, influenceurs, leaders politiques ou syndicaux, nous avons tous à nos niveaux respectifs un rôle déterminant à jouer pour livrer ensemble ce combat essentiel pour le pouvoir d'achat.

(*) *Président de Millee et fondateur du média « 150 euros »*

Source : Les Echos

SEMI-CONDUCTEURS

Suite et fin

Le blocus américain contre la Chine est une déclaration de guerre économique

Alex W. Palmer

La bataille relative aux contrôles pourrait constituer une sorte de test civilisationnel. Du côté occidental, la responsabilité du respect des règles incombera en grande partie aux entreprises privées. « L'industrie est notre première ligne de défense », déclare Thea Rozman Kendler, secrétaire adjointe à l'administration des exportations au BIS. « On peut faire tout ce qu'on peut au niveau gouvernemental pour promulguer des règles claires, concises et efficaces, mais c'est à l'industrie qu'il convient de les faire respecter et de les mettre en œuvre. » Pour que les mesures marchent, l'industrie américaine va devoir s'engager dans des actions qui sont, au moins à court terme, de nature à la saboter elle-même, en la privant d'une partie du lucratif marché chinois. Les entreprises auront de nombreuses raisons d'opérer aussi près que possible des limites de la légalité, et leurs homologues chinois auront tout intérêt à jouer avec le système et à leur fournir les informations nécessaires à la conclusion d'une vente. Du côté de la Chine, la course à l'autosuffisance technologique représente peut-être le plus grand défi auquel le pays ait jamais été confronté. Les qualités mêmes qui permettent à la Chine de réussir – une volonté politique de fer, des fonds inépuisables et une mobilisation de l'ensemble de la société autour d'objectifs clés – sont tout aussi susceptibles de se révéler être son talon d'Achille. Au cours de ces dernières années, alors que la volonté de développer une industrie nationale des semi-conducteurs est devenue plus impérieuse, au moins six projets de fabrica-

tion de puces d'une valeur de plusieurs milliards de dollars ont échoué et un certain nombre de cadres ont fait l'objet d'une enquête pour corruption. Dans le même temps, des dizaines de milliers d'entreprises ont inondé l'industrie des semi-conducteurs, certaines d'entre elles n'ayant que peu ou pas d'expertise en matière de puces, dans le seul but d'obtenir de l'argent facile de la part des pouvoirs publics. « Les dirigeants politiques ou les cadres peuvent aisément se dire qu'il suffit de consacrer suffisamment d'argent et de faire appel à des ingénieurs pour résoudre le problème », explique Jason Matheny, ancien directeur adjoint du Bureau de la politique scientifique et technologique de la Maison Blanche. Mais l'immense complexité de la science et les chaînes d'approvisionnement à l'échelle mondiale sont difficiles à imiter. « À un moment donné, explique Jason Matheny, c'est tout ce qui fait la civilisation humaine qui est en train d'être dupliqué. » Pourtant, si un pays est à même de relever un tel défi, il s'agit fort probablement de la Chine. Les contrôles à l'exportation du 7 octobre, tout en paralysant la capacité de la Chine à fabriquer des puces de pointe dans un avenir prévisible, pourraient finir par stimuler la croissance à long terme. Lorsque les entreprises chinoises avaient accès aux puces et aux fournisseurs occidentaux de qualité supérieure, les fabricants nationaux avaient du mal à trouver des débouchés. Aujourd'hui, les entreprises chinoises doivent innover ensemble ou mourir. « Nous avons éliminé la notion de choix, explique Kilcrease. Auparavant, il était possible de choisir entre résilience nationale et motivations commerciales. Aujourd'hui, ce choix n'existe plus. » Si une grande partie des 400 milliards de dollars d'importations annuelles de puces de la Chine est réorientée vers le marché intérieur, les entreprises nationales de puces pourraient enfin avoir les moyens et la moti-

vation nécessaires pour rattraper leur retard. Huawei pourrait s'avérer une fois de plus très instructif. Frappés par les sanctions américaines et les contrôles stricts de la Chine en matière de pandémie, les bénéfices de l'entreprise pour 2022 ont chuté de 70 % par rapport à l'année précédente. Mais il y a des signes de reprise : en dépit de la chute des bénéfices, les recettes ont légèrement augmenté et le système d'exploitation de l'entreprise, HarmonyOS – développé après que Huawei se soit vu interdire l'utilisation d'Android – a été installé sur plus de 330 millions d'appareils, principalement en Chine. Huawei reste l'une des entreprises qui dépensent le plus en recherche et développement, avec un budget d'environ 24 milliards de dollars l'année dernière et une équipe de recherche de plus de 100 000 personnes. L'accent mis sur l'innovation est une nécessité. Privée de puces et de technologies américaines, Huawei a été contrainte de revoir la conception et la fabrication de tous ses anciens produits afin de s'assurer qu'ils ne contiennent aucun composant américain. L'entreprise entraîne dans son sillage toute une chaîne d'approvisionnement nationale, en envoyant ses propres ingénieurs pour aider à former et à perfectionner les fournisseurs chinois qu'elle boudait auparavant au profit d'alternatives étrangères. Récemment, Huawei a affirmé avoir réalisé des percées significatives dans le domaine des programmes de conception électronique servant à produire des semi-conducteurs complexes à une échelle qui, bien qu'elle ait encore quelques générations de retard sur les États-Unis, lui permettrait d'être plus avancée que n'importe quelle autre entreprise chinoise. Si Huawei réussit, l'entreprise pourrait émerger des sanctions américaines plus forte et plus résistante que jamais. Les contrôles n'arrêteront pas la Chine éternellement. Même dans le meilleur des cas, ils ne constituent qu'une tactique de temporisa-

tion, destinée à offrir aux États-Unis et à leurs alliés une marge de manœuvre leur permettant d'accroître leur avance dans les technologies clés. La question est de savoir combien de temps le BIS peut faire gagner à l'Occident. « Ce n'est pas le genre d'entreprise où le succès se joue à mille » [Avoir un dossier parfait, comme dans le cas du respect des délais, c'est un millier de points. L'expression vient des statistiques du baseball, où elle signifie obtenir un succès à chaque tour de batte. Il a été transposé à d'autres activités dans les années 1920, NdT] », a déclaré Matt Axelrod, secrétaire adjoint chargé de l'application de la législation sur les exportations. « Notre objectif est de les bloquer aussi longtemps que possible. » Alors que je rencontrais Axelrod et Rozman Kendler, le responsable de l'administration des exportations, dans le bâtiment du département du commerce, dans un bureau dominant sur l'Ellipse, au centre de Washington, Il ne m'avait fallu que quelques minutes pour parcourir presque toute la longueur du siège du BIS. Même en admettant que l'application de la loi ne soit pas parfaite, je me suis demandé s'il s'agissait d'un combat équitable : le Bureau de l'industrie et de la sécurité face à tout le poids du gouvernement chinois. Comment le BIS pourrait-il gagner ? Comment pourrait-il espérer agir aussi rapidement ? Comment le BIS pourrait-il investir autant d'argent et se préoccuper autant des puces que la Chine ? L'avenir des puces est une question de vie ou de mort pour la Chine. Il y a eu quelques secondes de silence avant que Rozman Kendler ne me réponde, d'une voix calme. « C'est probablement une question de vie ou de mort pour nous aussi. »

Traduit par les lecteurs du site Les-Crises
Source : The New York Times

EXPORTATIONS TUNISIENNES VERS LE MARCHÉ SERBE

En hausse de 34,5% à fin juillet dernier

Les exportations tunisiennes vers le marché serbe ont augmenté de 34,5% au cours des sept premiers mois de 2023 et ont passé de 13,6 millions de dinars en 2021 à 18,3 millions de dinars en 2022. Ceci a été révélé suite à la rencontre qui s'est déroulée hier mardi 12 septembre 2023 entre Mourad Ben Hassine, le président directeur général du Centre de promotion des exportations (CEPEX) et Imen Ajili Amari, l'ambassadrice de Tunisie en Serbie. La rencontre a été l'occasion d'étudier l'encouragement des opportunités des échanges commerciaux entre la Tunisie et la Serbie. Les deux responsables se sont penchés sur les moyens de renforcer les liens commerciaux entre les chefs des entreprises tunisiennes et leurs homologues serbes tout en mettant l'accent sur le rôle du CEPEX pour les appuyer et les soutenir en synergie avec les efforts soutenus de la diplomatie économique tunisienne, à cet effet. La rencontre a permis également d'envisager les moyens de développer les opportunités sectorielles au sein du marché serbe de sorte à booster la positon compétitive des produits tunisiens en Serbie et à attirer les investisseurs serbes vers la Tunisie. Dans ce contexte, l'ambassadrice a assuré qu'un accord de libre-échange entre la Tunisie et la Serbie est en cours de préparation ce qui facilitera les échanges commerciaux et stimulera la coopération économique entre les deux pays.

EMIRATS ARABES UNIS
4,5Md USD pour des projets d'énergie propre en Afrique

Les EAU se sont engagés à verser 4,5Md USD pour financer des projets d'énergie propre en Afrique. Dans le détail, Masdar s'engage à apporter 2Md USD d'equity, AMEA Power 1Md USD d'equity, Abu Dhabi Fund for Development 1Md USD d'aide financière et Etihad Credit Insurance 500M USD d'assurance-crédit. Cette annonce a été faite par Sultan Al-Jaber, Président désigné de la COP28.UAE Carbon Alliance s'engage – engagement non contraignant - auprès de l'Africa Carbon Markets Initiative (ACMI) à acheter 450M USD de crédits de carbone africains d'ici 2030. Pour mémoire, l'ACMI est une initiative déployée en partenariat avec les Nations unies et lancée pendant la COP27 afin de créer puis soutenir les crédits de carbone en Afrique. Les signataires auprès de l'ACMI sont des investisseurs intéressés par l'achat de tels crédits de carbone. Les EAU ont créé une entité fédérale chargée de réglementer l'industrie du jeu, ouvrant la voie à la potentielle légalisation des casinos. S'ils le faisaient, les EAU seraient le premier pays du Golfe à permettre cela. Cette autorité sera dirigée par des experts américains de l'industrie du jeu.

LIBYE

Plus de 5.000 morts à Derna après la tempête

Des recherches difficiles ont repris mercredi à Derna pour tenter de retrouver des milliers de disparus emportés dans les inondations et les torrents de boue provoqués par la tempête Daniel, dont le passage sur le nord-est de la Libye a fait plus de 5.000 morts, un bilan appelé à s'alourdir.

La tempête qui s'est abattue au cours du week-end sur la côte méditerranéenne de la Libye a brisé des barrages à proximité de Derna. Au moins un quart de la ville a été noyé sous les eaux qui ont emporté des bâtiments et leurs habitants à l'intérieur. Plus de 5.300 morts ont pour l'instant été recensés et ce nombre pourrait doubler, a dit à Reuters un membre de l'exécutif dirigeant l'est de la Libye, Abou Chkiouat. Environ 10.000 personnes sont portées disparues, nombre d'entre elles ayant probablement été entraînées vers la mer. La mer "ramène constamment des corps par dizaines", a déclaré Abou Chkiouat. Des journalistes de Reuters qui se sont rendus mardi à Derna ont vu de nombreux cadavres allongés dans les couloirs de l'hôpital. Des habitants regardaient sous les linceuls à la re-

cherche de leurs proches disparus, tandis que les secours continuaient d'apporter toujours plus de morts. Un habitant, Moustafa Salem, a dit à Reuters avoir déjà perdu 30 membres de sa famille. Des convois d'aide humanitaire et des camions transportant des bulldozers ont été acheminés à Derna mercredi. Cette ville de plusieurs dizaines de milliers d'habitants est dévastée, ses rues couvertes de boue, de débris et de véhicules renversés. Des images satellite prises avant et après la catastrophe montrent l'étendue des dégâts. Un cours d'eau traversant le centre de la ville a ainsi multiplié de volume et les bâtiments qui le longeaient ont purement et simplement disparu. De nombreux autres quartiers ont aussi souffert, noyés sous les eaux. Les opérations de secours sont compliquées par les divisions politiques et ins-

titutionnelles en Libye, avec deux gouvernements rivaux, l'un officiellement reconnu par la communauté internationale à Tripoli et l'autre installé à Benghazi, grande ville de l'est du pays où se trouve Derna. L'aide internationale tente de s'organiser. La France, notamment, a annoncé mardi l'envoi d'équipes de la sécurité civile qui vont installer un hôpital de campagne composé d'une quarantaine de personnels civils et militaires. Le nord-est de la Libye est une région riche en pétrole et les quatre grands terminaux portuaires d'exportation, fermés samedi, ont rouvert, a annoncé mercredi la compagnie de services pétroliers Al Omran. Brega, Es Sidra et Ras Lanouf fonctionnent de nouveau depuis mardi et Zoueitina a repris ses activités mercredi matin.

EGYPTE

Beltone Financial Holding s’offre 20 % de la société de décoration d’intérieur Ariika

Après trois premières transactions réalisées via sa filiale de financement de start-up, le groupe financier Beltone annonce une quatrième opération dans le secteur de l'ameublement et décoration d'intérieur en Egypte. La banque d'investissement égyptienne Beltone Financial Holding a racheté 20 % de la société de décoration d'intérieur, d'ameublement et de fabrication de mobiliers Ariika, à un montant de 31 millions de livres égyptiennes (1 million \$). La

transaction, annoncée la semaine écoulée, a été réalisée sous forme d'investissement de série A. Beltone l'a exécutée à travers sa filiale Beltone Venture Capital, axée sur le financement d'entreprises technologiques égyptiennes. Ariika qui est basée en Egypte deviendra la quatrième entreprise du portefeuille de Beltone Venture Capital, après Bosta, WayUp Sports, et SehaTech. Cofondée en 2016 par Khaled Attallah et Shahir Arslan, Ariika utilisera les fonds levés pour ac-

célérer son expansion géographique dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (Mena). Elle cible précisément l'Arabie saoudite, qu'elle considère comme « un marché stratégique », dans lequel elle prévoit « d'offrir une grande valeur à ses clients saoudiens », après son installation dans le pays, planifiée pour décembre 2023. Ariika utilisera également une partie de cet investissement pour développer son infrastructure technologique et sa conception numérique, et poursuivre l'expansion de sa stra-

TECHNOLOGIE, SERVICE ET TALENTS

La stratégie du Qatar dans la santé

En se dotant d'installations de pointe, en misant sur le service aux patients et en faisant émerger de nouvelles vocations, nous découvrons comment le Qatar entend devenir un pôle mondial de la santé. Le Centre de développement des carrières au Qatar (Qatar Career Development Center) a récemment donné le coup d'envoi de la 5ème édition de "Ma carrière - Mon avenir". Ce programme permet aux lycéens, de découvrir par eux-mêmes différents secteurs professionnels, dont la médecine, au cours d'une expérience d'immersion. "Je souhaite simplement que les élèves en retirent une décision solide concernant leur future vie professionnelle afin qu'ils aient une idée claire des études à

suivre pour exercer l'emploi de leurs rêves," explique Shaheen Hamad Al-Sulaiti, responsable des services et programmes dédiés aux carrières. **Se projeter dans une carrière médicale** Sur la centaine de possibilités d'immersion professionnelle offertes par le programme, les lycéens ont pu visiter la Hamad Medical Corporation. Ils ont pu parler au personnel soignant et estimer par eux-mêmes si une carrière médicale pourrait les intéresser. Sara Naama AlNaama, en deuxième année de lycée, figurait parmi les participantes. "En fonction de cette expérience, on pourra savoir si cela nous convient, si on veut faire des études dans ce domaine, si cela correspond ou

non à notre personnalité," indique-t-elle. Le programme a évolué au fil des ans, abandonnant les visites à la journée chez différents employeurs au profit d'un stage d'une semaine sur un site spécifique choisi par chacun des lycéens. Avoir la chance de voir de l'intérieur à quoi ressemblent les soins de santé est synonyme d'apprentissage, mais aussi parfois, de prise de conscience. "On voit ce que fait un médecin pendant la journée, comment fonctionne son travail, et comment nous, au niveau collectif, nous devons lui en être reconnaissant," décrit Noof Ahmed Alyafei, scolarisée en première année de lycée.

L'ESCROQUERIE FINANCIÈRE

C'est le type de fraude en ligne le plus répandu en Afrique

Le rapport souligne que les escrocs du Web utilisent notamment le courrier électronique, les réseaux sociaux, les applications de messagerie instantanée, les faux sites Web et les publicités malveillantes pour établir le contact avec les victimes.

L'escroquerie financière est le type de fraude en ligne le plus courant en Afrique, où les cybercriminels utilisent plusieurs techniques inventives pour piéger leurs victimes, selon un rapport publié le 11 septembre par KnowBe4, une plateforme de sensibilisation à la sécurité et de simulation d'hameçonnage.

Intitulé « 2023 Online Scams in Africa Report », le rapport se base sur une enquête menée en juin 2023 auprès d'un échantillon 800 personnes âgées de plus 18 ans dans huit pays africains (Maroc, Afrique du Sud, Kenya, Botswana, Nigeria, Ghana, Egypte et Maurice).

Cette enquête montre que près de 40 % des personnes interrogées ont déclaré être tombées au moins une fois dans le piège d'une escroquerie en ligne, tous types confondus. Parmi ces victimes, 48 % des personnes affirment avoir déjà été victimes d'une escroquerie financière. Les autres arnaques en ligne les plus répandues concernent les faux investissements (30 %), les cryptomonnaies et jetons non-fongibles (29 %), l'usurpation d'identité de marque (28 %), le vol d'informations (24 %), les achats en ligne (21 %) et les fausses offres d'emploi (21 %).

Parmi les fraudes moins fréquentes, on trouve l'escroquerie nigériane classique, l'usurpation de l'identité d'un membre de la famille ou d'un ami, l'usurpation de l'identité des forces



de l'ordre, la fraude aux vacances, la sextorsion et la fraude à la loterie.

Alors que la nature émotionnelle de bon nombre de ces escroqueries joue un rôle important dans leur succès, les moyens utilisés par les escrocs pour attirer l'attention des victimes varient d'une personne à l'autre. Dans 24 % des cas, le courrier électronique était le moyen préféré des escrocs pour établir le contact. Les réseaux sociaux arrivent en deuxième position avec 19 %, suivis des applications de messagerie instantanée comme WhatsApp (10 %) et Telegram (8 %).

Les publicités malveillantes, les appels téléphoniques classiques, les faux sites Web et les SMS figurent également parmi les moyens uti-

lisés par escrocs du Web pour aborder leurs victimes.

Le rapport révèle d'autre part que les escrocs font souvent appel à des techniques d'ingénierie sociale pour créer un rapport de confiance avec leurs victimes, notamment en faisant passer de faux sites Web pour des sites réels, en envoyant des messages qui font appel aux émotions, en utilisant des profils de réseaux sociaux qui semblent authentiques et en évitant les fautes d'orthographe ou de grammaire. Dans ce cadre, 53 % des personnes interrogées qui se disent victimes de fraudes en ligne étaient convaincues que l'offre était légitime parce que le site Web semblait réel.

EN FAVEUR DE 8 PAYS AFRICAINS

La Banque islamique de développement approuve des financements de 605 millions \$

Les fonds serviront notamment à financer des projets visant à améliorer les conditions de vie des populations et à favoriser la réalisation des objectifs de développement durable.

La Banque islamique de développement (BID) a annoncé, dans un communiqué publié le 9 septembre, que son conseil d'administration a approuvé l'octroi de prêts d'un montant cumulé d'en-

viron 605 millions de dollars à huit de ses pays africains membres pour financer des projets visant à améliorer les conditions de vie des populations et à favoriser la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD).

La Côte d'Ivoire et le Sénégal recevront respectivement 195,2 millions de dollars et 42,8 millions de dollars pour améliorer les transports dans la région, a-t-on précisé de même source.

La Guinée bénéficiera de deux financements de 40 millions et 51,4 millions de dollars pour financer deux projets dans les secteurs de l'eau & l'assainissement et de la santé.

49,9 millions de dollars seront également servis à la Mauritanie et 19,8 millions au Mozambique pour promouvoir la qualité de l'éducation dans ces pays.

66,9 millions de dollars devraient être accordés au Nigeria pour sti-

muler la transmission d'électricité et l'innovation dans les secteurs de l'énergie et des technologies de l'information, tandis que le Togo obtiendra 137,3 millions de dollars pour renforcer ses structures environnementales.

La BID décaissera par ailleurs 1,5 million de dollars en faveur du Soudan pour soutenir les personnes les plus touchées par le conflit dans ce pays.

UNION AFRICAINE

vers le lancement d'une agence de notation financière en 2024

Plusieurs dirigeants africains estiment que les trois grandes agences de notation internationales « exagèrent le risque d'investissement en Afrique », et « renchérissent le coût des prêts » accordés aux pays du continent.

L'Union africaine (UA) envisage de lancer une nouvelle agence de notation financière panafricaine afin de répondre aux préoccupations des pays du continent face aux évaluations « parfois arbitraires » des grandes agences internationales, a rapporté Reuters, ce mardi 12 septembre, citant un dirigeant de l'organisation continentale.

« L'agence, qui élaborera sa propre évaluation des risques liés aux prêts accordés aux pays africains, sera basée sur le continent et ajoutera un contexte aux informations que les investisseurs prennent en considération lorsqu'ils décident d'acheter des obligations ou d'accorder des prêts », a déclaré Misheck Mutize, expert principal sur les agences de

notation financière auprès de l'UA.

« Le secteur privé est déjà très intéressé par la mise en œuvre de cette initiative », a-t-il ajouté, indiquant que l'objectif est de lancer la nouvelle agence de notation en 2024.

L'UA et les dirigeants de plusieurs pays africains comme le Ghana, le Sénégal et la Zambie, ont estimé à plusieurs reprises que les trois grandes agences de notation (Moody's, Fitch et S&P Global Ratings) « n'évaluent pas équitablement le risque de crédit des pays africains », et qu'elles sont « plus promptes à les rétrograder lors de crises telles que la pandémie de Covid-19 ».

Alors qu'il assurait la présidence tournante de l'UA, le président sénégalais Macky Sall avait par exemple appelé, en mai 2022, à la création d'une agence de notation financière africaine pour « mettre fin aux injustices » subies par les pays du continent.

« En 2020, alors que toutes les économies subissaient les effets de la Covid-19, 18 des

32 pays africains notés par au moins l'une des grandes agences d'évaluation ont vu leur notation dégradée. Ceci représente 56 % de notations dégradées pour les pays africains contre une moyenne mondiale de 31 % pendant la période », a-t-il expliqué.

« Des études ont montré qu'au moins 20 % des critères de notation des pays africains relèvent de facteurs plutôt subjectifs d'ordre culturel ou linguistique, sans lien avec les paramètres qui jaugent la stabilité d'une économie », a-t-il encore estimé, indiquant que « cela renchérit le coût du crédit accordé à nos pays ».

Moody's, Fitch et S&P ont cependant nié toute partialité, affirmant que leurs notations « suivent la même formule d'un continent à l'autre ».

Mutize a par ailleurs indiqué que la nouvelle agence de notation financière vise à offrir plus d'un son de cloche aux investisseurs.

AFRIQUE DU SUD

Des négociations avec le constructeur automobile chinois BYD sur l'ouverture d'une usine

Le groupe chinois a annoncé en 2022 l'arrêt de la production de véhicules à moteur à combustion interne, pour se concentrer uniquement sur la production des voitures hybrides rechargeables et des véhicules 100 % électriques.

Le gouvernement sud-africain a annoncé des négociations avec le constructeur automobile chinois Build Your Dreams (BYD) sur l'implantation d'une usine dans le pays le plus industrialisé du continent.

« L'Afrique du Sud a entamé des négociations avec BYD, le constructeur automobile chinois et le plus grand fabricant de véhicules électriques au monde, sur l'ouverture d'une usine », a indiqué le gouvernement dans un communiqué publié à l'issue d'une réunion du Conseil des ministres, tenue le 30 août.

Le communiqué ne révèle cependant aucun détail sur cette usine du groupe leader sur le segment des voitures électriques à l'échelle mondiale.

L'annonce d'une éventuelle implantation industrielle de BYD en Afrique du Sud fait suite au lancement, en juin dernier, de son modèle BYD Atto 3 dans ce pays. Ce modèle est un SUV 100 % électrique doté d'un moteur de 150 kW (204 ch) et d'une batterie à lames d'une capacité de 60 kWh, qui affiche une autonomie de 420 km. Le constructeur automobile basé à Shenzhen avait annoncé, en avril 2022, l'arrêt de la production de véhicules à moteur à combustion interne, pour se concentrer uniquement sur la production des voitures hybrides rechargeables et des véhicules 100 % électriques.

COOPÉRATION

Un forum d'affaires Cameroun-Turquie annoncé à Douala du 3 au 4 octobre 2023

Afin de dynamiser la coopération économique entre le Cameroun et la Turquie, un forum d'affaires entre les opérateurs économiques des deux pays est annoncé pour les 3 et 4 octobre 2023 à Douala, la capitale économique camerounaise. L'information a filtré le 8 septembre 2023 au cours d'une audience que le ministre du Commerce, Luc Magloire Mbarga Atangana, a accordée à une délégation de la Turkish and Cameroonian Businessmen's Association (Turcaba), qui supervise l'organisation du forum.

« Le président Erdogan nous instruit de nouer des partenariats gagnants-gagnants avec l'Afrique. Nous avons été dans plusieurs pays africains, nous irons en Tanzanie après cette foire pour organiser une opération similaire », a déclaré Tuna Ozel, conseiller commercial à l'Ambassade de Turquie au Cameroun.

À en croire les organisateurs, ce

POINT MARCHÉS

L'Europe attendue en repli avant l'inflation américaine

Les principales Bourses européennes sont attendues en baisse mercredi avant la publication des données mensuelles sur les prix à la consommation aux Etats-Unis qui pourraient influencer sur les décisions de politique monétaire de la Réserve fédérale (Fed) la semaine prochaine.

D'après les premières indications disponibles, le CAC 40 parisien devrait perdre 0,38% à l'ouverture, le Dax à Francfort 0,48% et le FTSE 100 à Londres 0,35%. L'indice Euro-Stoxx 50 est attendu en recul de 0,47%. Les marchés prendront connaissance à 12h30 GMT des chiffres de l'inflation américaine pour le mois d'août. Le consensus Reuters prévoit une accélération de la hausse des prix à la consommation (CPI), à 0,6% d'un mois sur l'autre (contre +0,2% en juillet), et 3,6% sur un an (contre +3,2% le mois précédent). En revanche, l'inflation de base, dite core CPI, est attendue en ralentissement à 4,3% sur un an. Dans ce contexte, les investisseurs devraient opter pour la prudence, d'autant que la récente envolée des prix pétroliers a réveillé les craintes d'une inflation persistante. "Les gens s'inquiètent un petit peu de la remontée plutôt agressive des prix de l'énergie ces dernières semaines, et cela donne lieu à quelque préoccupations pour l'horizon jusqu'à novembre", mois lors duquel certains investisseurs anticipent que la Fed relèvera à nouveau ses taux après une pause attendue pour la réunion du 20 septembre, a commenté Thomas Hayes, président de Great Hill Capital. "Tous les éléments que nous recevrons d'ici la réunion de novembre seront importants, particulièrement ceux liés à l'inflation", a renchéri Art Hogan, stratège marchés chez B Riley Wealth. Les investisseurs attendent aussi les données sur le PIB britannique et les chiffres de la production industrielle en zone euro pour le mois de juillet.

A WALL STREET
La Bourse de New York a fini en baisse mardi sur fond de hausse des prix du pétrole, tandis qu'Oracle a pesé sur les nouvelles technologies après avoir fait état de prévisions moroses. L'indice Dow Jones a cédé 0,05% à 34.645,99 points. Le S&P-500, plus large, a perdu 0,57% à 4.461,91 points. Le Nasdaq Composite a reculé de son côté de 1,04% à 13.773,62 points. Les prix du pétrole ont confirmé leur tendance haussière récente et alimenté l'hypothèse que la persistance de l'inflation pousse la Fed à maintenir des taux d'intérêt élevés plus longtemps qu'attendu. Oracle a chuté mardi de plus de 13%, s'établissant à un plus bas depuis juin, après avoir annoncé un objectif de chiffre d'affaires inférieur aux attentes pour le trimestre en cours. Cela a contribué à la baisse d'autres géants de l'informatique dématérialisée ("cloud"), Amazon et Microsoft, tous deux en repli de plus de 1%, affectés aussi par la hausse des rendements obligataires.

En Asie
A la Bourse de Tokyo, l'indice Nikkei grappille 0,07% à 32.800,46 points et le Topix, plus large, progresse de 0,12% à 2.382,78 points à l'approche de la clôture, les indices étant tirés par les valeurs susceptibles de résister à une hausse des taux d'intérêt. L'opérateur télécoms KDDI prend ainsi 1,53% et Mitsubishi UFJ Financial Group 2,58%. L'indice MSCI regroupant les valeurs d'Asie et du Pacifique (hors Japon) est pour sa part stable. En Chine, le SSE Composite de Shanghai abandonne 0,9% et le CSI 300 cède 1,03%.

PARIS
Mouvements limités, prudence à l'œuvre

La bourse de Paris cède 0,6% ce matin, autour des 7200 points, notamment pénalisée par le repli d'Alstom (-4%), de Schneider (-2,9%) ou encore Teleperformance (-2%). Les marchés se tendent un peu, à quelques heures de la publication des chiffres très attendus de l'inflation américaine et à la veille d'une réunion de la BCE tout aussi cruciale. Si le consensus anticipe une nouvelle baisse de l'inflation sous-jacente aux USA de 4,7% à 4,3% en glissement annuel au mois d'août, il prévoit aussi une reprise de l'inflation globale à 3,6%, contre 3,2% en juillet, en raison de la récente remontée des prix pétroliers. Selon certains économistes, la lenteur de ce processus de désinflation plaide en faveur du maintien en territoire restrictif de la politique monétaire de la Réserve fédérale américaine, qui se réunira la semaine prochaine. Pour d'autres, le cycle de hausse des taux touche au contraire à sa fin, ce qui les conduit à mettre en garde contre tout excès d'optimisme au cas où ces chiffres devraient surprendre favorablement. Les investisseurs attendent par ailleurs les décisions qu'annoncera demain la BCE, qui semble, elle, partagée entre son objectif de juguler une inflation persistante et la nécessité de relancer une croissance en panne. Sur la base du marché monétaire, les stratégies de Deutsche Bank estiment que

la probabilité de l'annonce par la BCE d'un nouveau tour de vis de 25 points de base demain se situe désormais à 53%, contre 41% lundi et 24% la semaine passée. Les cours pétroliers restent en hausse ce matin, les craintes liées à un plafonnement de l'offre des pays producteurs, Arabie Saoudite et Russie en tête, l'emportant sur les perspectives d'un ralentissement de l'économie. Le Brent avance de 0,8% à 92,7 dollars le baril et le brut léger américain (West Texas Intermediate, WTI) gagne 0,8% à 89,5 dollars, un plus haut d'un an. Dans l'actualité des sociétés tricolores, Eutelsat Communications annonce que ses deux satellites à fortes capacités Hotbird 13F et Hotbird 13G sont pleinement entrés en service commercial. Thales annonce avoir réalisé une démonstration en conditions réelles en mer des capacités de localisation, identification et neutralisation de mines du 'premier système de lutte anti-mines dronisé, complet et intégré au monde'. Enfin, SES a annoncé mercredi qu'il s'était allié à Starlink, le système de communications par satellite de l'entreprise aérospatiale SpaceX d'Elon Musk, en vue de proposer une offre de connectivité commune à destination des croisiéristes.

CHANGES/TAUX
En attendant les chiffres de l'inflation américaine, le dollar est stable (+0,05%) face à un panier de devises de référence. La monnaie japonaise, qui a profité récemment des commentaires du gouverneur de la Banque du Japon (BoJ), Kazuo Ueda, sur une possible fin des taux négatifs, repart à la baisse, à 147,38 yens pour un dollar. L'euro se négocie à 1,0746 dollar, pratiquement inchangé (-0,06%), à la veille des décisions de politique monétaire de la Banque centrale européenne (BCE). Sur le marché obligataire, les rendements des Treasuries à dix ans et à deux ans évoluent dans une fourchette étroite, prenant

chacun environ 2,5 points de base, à respectivement 4,2902% et 5,0284%.
PÉTROLE
Le marché pétrolier est à un sommet de près de dix mois avant la publication des données sur l'inflation américaine alors que les investisseurs tentent de faire le tri entre les perturbations sur la production libyenne, la réduction de l'offre de l'Opep+ et l'évolution défavorable de la conjoncture mondiale. Le Brent prend encore 0,27% à 92,31 dollars le baril et le brut léger américain (West Texas Intermediate, WTI) 0,30% à 89,11 dollars après un bond de près de 2% en clôture mardi.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN				
Cours du : 13 Septembre 2023 Valeur : 15 Septembre 2023				
BASE	DEVISES			
USD	US DOLLAR		136.9343	136.9493
EUR	EURO		147.0948	147.1657
GBP	POUND STERLING		170.7197	170.8023
JPY	JAPANESE YEN		92.9692	92.9920
CNY	CHINESE YUAN		18.7986	18.8058
CHF	SWISS FRANC		153.4794	153.5650
CAD	CANADIAN DOLLAR		100.9468	100.9876
DKK	DANISH KRONE		19.7189	19.7239
SEK	SWEDISH KRONA		12.3400	12.3447
NOK	NORWEGIAN KRONE		12.8244	12.8295
AED	UAE DIRHAM		37.2793	37.2854
SAR	SAUDI RIYAL		36.5041	36.5101
KWD	KUWAITI DINAR		443.0097	443.9199
TND	TUNISIAN DINAR		43.3560	43.7917
MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.5125	13.5140
LYD	LIBYAN DINAR		28.1584	28.3029
MRU	MAURITANIAN OUGUYA		3.6016	3.6020
SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		180.9653	180.9653

AVANT L'INFLATION AMÉRICAINE
La Bourse de Tokyo en progression prudente

La Bourse de Tokyo évoluait en légère progression mercredi 13 septembre en matinée, sur un marché dominé par la prudence des investisseurs avant la publication de chiffres de l'inflation aux États-Unis. L'indice vedette Nikkei gagnait 0,21% à 32.845,77 points vers 00H50 GMT et l'indice élargi Topix prenait 0,15% à 2.383,51 points. La Bourse de New York avait terminé en baisse la veille, lée par les technologies et attentiste avant l'indice des CPI pour août, attendu mercredi et qui devrait selon les prévisions des économistes acter un rebond de l'inflation. Certains fournisseurs japonais de Boeing voyaient leur titre baisser après l'annonce mardi par le constructeur américain d'un ralentissement en août des livraisons de son avion vedette, le 737: le spécialiste japonais

des aménagements intérieurs et des sanitaires pour avions Jamco perdait 0,68%, le conglomérat industriel Kawasaki Heavy Industry 0,63% et le fournisseur de matériaux composites en fibres de carbone Toray 0,7%. Le yen reflueait par rapport au dollar, qui valait 147,27 yens vers 00H55 GMT contre 147,08 yens mardi à 21H00 GMT. L'euro progressait aussi face à la devise japonaise, un euro se négociant pour 158,47 yens contre 158,17 yens la veille. La monnaie européenne cotait par ailleurs à 1,0760 dollar contre 1,0754 dollar mardi. Les cours du pétrole étaient quasi stables: vers 00H45 GMT le baril de WTI valait 88,94 dollars (+0,11%) et celui de Brent de la mer du Nord grappillait 0,05% à 92,11 dollars.

ZONE EURO

La BCE prévoit une inflation de plus de 3% en 2024

La Banque centrale européenne (BCE) prévoit que l'inflation en zone euro restera supérieure à 3% l'an prochain, ce qui conforte le scénario d'une nouvelle hausse des taux d'intérêt jeudi, selon une source proche des discussions des responsables de l'institution.

La banque centrale a entamé mercredi une réunion de deux jours qui doit aboutir sur une décision concernant les taux d'intérêt dans un contexte d'inflation persistante et de craintes croissantes de récession. Jusqu'à présent, les anticipations du marché étaient divisées entre une pause ou un nouveau relèvement de 25 points de base à l'issue du conseil des gouverneurs jeudi. Mais la prévision d'inflation de la BCE penche en faveur d'un nouveau renchérissement du coût du crédit. Les marchés monétaires montrent que les investisseurs tablent désormais à 70% sur une hausse des taux jeudi,

contre seulement 40% mardi. Les prévisions trimestrielles de la BCE, qui doivent être présentées mercredi au conseil des gouverneurs, font ressortir une inflation au-delà de 3% en 2024, a indiqué la source. Dans ses dernières prévisions publiées en juin, la banque centrale tablait sur une inflation de 3% l'an prochain. Un porte-parole de la BCE n'a pas souhaité faire de commentaires. La projection d'inflation actualisée pour 2024 est bien au-delà de l'objectif de 2% de la banque centrale et supérieure à la prévision de 2,7% établie par une enquête de Reuters auprès d'économistes. La source a indiqué à Reuters que la dé-

cision sur les taux n'était pas arrêtée et que des propositions formelles pour la réunion devaient encore être présentées. La BCE a relevé son taux de dépôt de -0,5% à 3,75% sur les 14 mois écoulés, soit le rythme de resserrement monétaire le plus rapide de son histoire, afin de juguler une inflation élevée. Selon la source, la BCE va abaisser ses prévisions de croissance économique pour 2023 et 2024, en ligne avec les attentes du marché. Les économistes interrogés par Reuters tablent sur une croissance du produit intérieur brut (PIB) de la zone euro de 0,6% cette année et de 0,9% en 2024.

FRANCE

Les défaillances d'entreprises poursuivent leur remontée en août

Les défaillances d'entreprises ont poursuivi en août leur mouvement de hausse et avoisinent toutes catégories confondues leur niveau de 2019, avant la pandémie de Covid-19, selon les chiffres publiés mercredi par la Banque de France. Ces défaillances ont concerné au total, sur les douze mois jusqu'à fin août, 50.441 entreprises, en hausse de 41,5% par rapport à août 2022, contre 51.145 en 2019. Le nombre d'entreprises placées en liquidation ou en redressement judiciaire n'est ainsi plus que de 1,4% inférieur à celui de 2019. Les défaillances avaient chuté à des niveaux historiquement bas avec les mesures de soutien aux entreprises prises durant la crise sanitaire, mais leur nombre est reparti à la

hausse depuis le début de 2022. À l'exception des micro-entreprises, qui comptent pour plus de 9 défaillances sur 10, toutes les autres catégories d'entreprises continuent d'être largement au-dessus de leur niveau d'avant-crise. Les défaillances dépassent de 61,9% leur niveau de 2019 pour les très petites entreprises (TPE, moins de 10 salariés), de 79,1% pour les petites entreprises (10 à 49 salariés), de 55% pour les moyennes entreprises (50 à 249 salariés) et de 92,6% pour les entreprises de taille intermédiaire (ETI) et les grands groupes. Dans cette dernière catégorie, 52 entreprises ont fait défaillance au cours des douze derniers mois, contre 27 en 2019. Le nombre de défaillances de micro-entreprises a lui aug-

menté de 38,9% en un an, mais reste de 4,8% inférieur à celui de 2019. Par secteurs, les défaillances ont le plus augmenté depuis un an dans l'hébergement-restauration avec une hausse de 66,5% par rapport à août 2022. Ces activités avaient été particulièrement protégées par des aides gouvernementales durant la crise sanitaire en raison des mesures de fermeture dont elles avaient fait l'objet. Le rebond des défaillances reste aussi très fort dans l'industrie avec une hausse de 50% en un an, malgré la volonté du gouvernement de réindustrialiser le pays. Dans l'information et la communication, la hausse atteint 47,3% et est de 44,6% dans les activités financières et d'assurance.

ROYAUME-UNI

Contraction de 0,5% du PIB en juillet après plusieurs mois de faible croissance

Les Britanniques ont fait face à une baisse de leur activité économique en juillet après avoir maintenu une légère croissance en juin, selon les chiffres de l'Office national des statistiques (ONS), publiés ce mercredi. Une situation qui n'inquiète cependant pas l'institution, ni le gouvernement, qui y voient un signe de normalisation de l'économie qui devrait repartir de plus belle dans les prochains mois grâce à une probable baisse de l'inflation. Après avoir maintenu la tête hors de l'eau pendant plusieurs mois - avec notamment une croissance de 0,5% en juin, malgré un contexte économique très difficile - le Royaume-Uni affiche finalement une contraction de 0,5% de son produit intérieur brut (PIB) en juillet, selon les

derniers chiffres de l'Office national des statistiques (ONS), publiés ce mercredi. Selon l'institution, l'économie britannique a pâti de grèves dans la santé et l'enseignement et d'un temps pluvieux qui a nui au commerce de détail. De son côté, l'organisation patronale CBI note que « la perte de dynamique économique au troisième trimestre qui est à présent décrite par les entreprises pourrait maintenir l'économie au ralenti ». Pendant que l'activité ralentit, le taux de chômage se met à remonter Outre-manche. Ainsi, le taux de chômage est monté à 4,3% pour les trois mois terminés fin juillet, après avoir déjà augmenté nettement un mois plus tôt à 4,2%, un sommet en près de deux ans. Cette hausse est

due au fait que la population met « un peu plus de temps pour trouver du travail » que lors des précédents mois, avait commenté le directeur des statistiques de l'office national des statistiques britannique (ONS) Darren Morgan, mardi 15 août. Mais ces mauvais chiffres ne sont en réalité pas inquiétants, au contraire. « L'augmentation du taux de chômage sera reçue par la Banque d'Angleterre comme un signe que le marché du travail se détend », après une période de contraction historique de ce dernier ayant maintenu l'inflation à des niveaux très élevés, affirmait Ruth Gregory, de Capital Economics, en août. Un optimisme partagé par le directeur des statistiques économiques de l'ONS qui relève

que malgré le recul du PIB constaté en juillet, « le contexte général semble plus positif, avec une activité qui a progressé dans les services, la production et la construction ces trois derniers mois », a affirmé Darren Morgan. CBI a salué de son côté « des augmentations de salaire et des prix de l'énergie en baisse » comparé aux sommets atteints dans la foulée de l'invasion russe de l'Ukraine. En effet, les salaires moyens hors bonus ont continué d'augmenter, enregistrant une envolée de 7,8% sur un an pour la période de mai à juillet, ce qui devrait améliorer le pouvoir d'achat des Britanniques, « aider les ménages et éloigner une récession » ajoute l'organisation.

L'UE enquête sur les subventions chinoises aux voitures électriques

La présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen a annoncé mercredi l'ouverture d'une enquête sur les subventions publiques chinoises aux automobiles électriques, afin de défendre l'industrie européenne face à des "prix artificiellement bas". "Les marchés mondiaux sont aujourd'hui inondés de voitures électriques chinoises bon marché, dont le prix est maintenu artificiellement bas par des subventions publiques massives", a affirmé Mme von der Leyen, dans un discours au Parlement européen à Strasbourg. "L'Europe est ouverte à la concurrence. Pas à un nivellement par le bas", a lancé la responsable allemande, recueillant des applaudissements nourris. Le commissaire au Commerce, Valdis Dombrovskis, a annoncé dans la foulée qu'il se rendrait en Chine la semaine prochaine "pour discuter des opportunités et des défis commerciaux et économiques", dans un message posté sur X (anciennement Twitter). La France notamment poussait ces derniers mois pour une Europe qui s'affirme davantage face aux pratiques jugées protectionnistes de la Chine. Mais d'autres pays membres, comme l'Allemagne, qui misent davantage sur le commerce international, craignent de froisser Pékin. Les entreprises européennes "sont souvent battues sur le terrain des prix par des concurrents bénéficiant d'énormes subventions publiques. Nous n'avons pas oublié combien notre industrie solaire avait pâti des pratiques commerciales déloyales de la Chine", a déclaré la présidente de l'exécutif européen.

POUR LUTTER CONTRE LE SURTOURISME

Venise expérimente une taxe de 5 euros pour les visiteurs d'un jour

En 2024, cette taxe payable en ligne ne concernera qu'un maximum de 30 journées parmi les plus fréquentées, notamment les week-ends avec des ponts au printemps et durant la période estivale. Venise veut s'affranchir du surtourisme, qui met en péril jusqu'à sa pérennité. A partir de 2024, une taxe de cinq euros sera imposée aux touristes ne venant qu'un jour dans la Sérénissime. L'objectif principal de la mesure, votée mardi par le conseil municipal de Venise, est de dissuader les visiteurs à la journée qui engorgent la ville. En 2024, cette taxe payable en ligne ne concernera qu'un maximum de 30 journées durant lesquelles le nombre de touristes est traditionnellement plus élevé, notamment les week-ends avec des ponts au printemps et durant la période estivale. Le calendrier des jours concernés sera publié ultérieurement. Les moins de 14 ans et les touristes passant au moins une nuit sur place seront exemptés de cette taxe. « C'est un premier pas (...) Nous faisons une expérimentation », a affirmé le maire de droite Luigi Brugnaro, promettant que le « système sera simple à utiliser ». L'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) a recommandé fin juillet de placer la Sérénissime sur la liste du patrimoine mondial en péril, jugeant que l'Italie a jusqu'ici pris des mesures « insuffisantes » pour lutter contre la détérioration du site. « La poursuite du développement (de Venise), les impacts du changement climatique et le tourisme de masse menacent de causer des changements irréversibles à la valeur universelle exceptionnelle du bien », a pointé l'Unesco, qui s'alarme aussi de l'élévation du niveau de la mer et autres « phénomènes météorologiques extrêmes ».

APRÈS L'AVOIR DÉDAIGNÉE

Toyota se lance à fond sur l'électricité

Toyota opère sa grande mue vers la mobilité "zéro émission", domaine dans lequel il est encore un acteur très secondaire. Mais les récentes annonces du leader mondial laissent entrevoir des lendemains électriques qui chantent, avec notamment le lancement de batteries "solides" dès 2026.

Aérodynamisme amélioré, réduction du poids, densité énergétique des batteries optimisée et recharge toujours plus rapide, tout en visant des coûts de production réduits de 20% : Toyota vise haut pour les modèles qu'elle lancera à partir de 2026. Depuis que Koji Sato a officiellement pris la tête de Toyota en avril dernier, le premier constructeur mondial a entamé un spectaculaire changement de stratégie en matière de motorisations électriques, domaine dans lequel il est encore un acteur mineur avec 25 000 voitures écoulées l'an dernier.

Mais les temps changent, et les ambitions sont fortement revues à la hausse. Lors d'un symposium technique organisé en début de semaine, la marque a réaffirmé son ambition de vendre dans le monde entier quelques 1,5 million de véhicules électriques par an, et ce dès 2026. En parallèle, la firme travaille à la mise au point de batteries à l'état solide (l'électrolyte,

liquide conducteur dans lequel baignent les anodes et cathodes, est remplacé par des matériaux à forte densité énergétique sous forme solide) qu'il pourrait commercialiser en masse dès 2027-2028.

Et Toyota, ambitieux, d'annoncer viser une autonomie de 1 000 km pour certains modèles lancés à partir de 2026. « Ce que nous voulons, c'est changer l'avenir avec les BEV », a déclaré l'un des responsables de l'entreprise. « Nous lancerons les VE à batterie de nouvelle génération à l'échelle mondiale et en tant que gamme complète sur le marché à partir de 2026. »

Ces objectifs passent par une réorganisation de la chaîne de développement et de production, avec notamment la mise en place d'une BEV Factory (BEV signifiant véhicule électrique à batterie), lancée au mois de mai. « Cette unité doit à la fois piloter la mue technologique des voitures, de leur mode de production, et notre façon de travailler », déclare Toyota. « Et à l'horizon 2030, 1,7 million de notre production globale sera le fruit de cette BEV Factory. »

Si la batterie à l'état solide est un marqueur important, Toyota promet aussi des surprises techniques, à l'image d'une boîte manuelle sur certains modèles électriques (!), pour les nostalgiques du moteur à essence. Il est aussi question de logiciels incluant des mises à jour à distance, comme chez Tesla, ou bien encore de recharge ultra-rapide, avec un 10-80% en moins de 20 minutes.

Cela signifie aussi qu'une grande partie de la production concernera encore des modèles à propulsion thermique traditionnelle, mais aussi d'autres technologies telles que l'hydrogène.

De fait, l'entreprise conservera une approche « régionale », adaptée aux demandes des zones dans lesquelles elle est déployée. Mais il n'est pas impossible que la marque réoriente ses ambitions vers toujours plus d'électrique, en fonction de l'évolution des différents marchés.

TESLA

Les grosses difficultés de mise au point du Tesla Cybertruck

La mise au point du Tesla Cybertruck ne semble pas avoir été un long fleuve tranquille. Voilà aussi pourquoi l'engin a eu tant de retard...

Le Tesla Cybertruck ne ressemble à aucune autre voiture du monde. Et le développement technique d'un tel engin semble relever aussi du véritable défi. C'est ce qui transparait de documents internes publiés par un « lanceur d'alerte » et relayé notamment par les journalistes de Wired.

Les documents en question ont été consultés par un ingénieur « vétéran » de l'automobile, qui s'est dit étonné du genre des problèmes rencontrés sur les prototypes de développement.

Selon les documents en question, la conception du Cybertruck a posé de nombreux problèmes graves. Les ingénieurs n'arrivaient pas à obtenir une étanchéité correcte, ce qui générerait des nuisances sonores gênantes lors du roulage en plus de fuites. Le comportement dynamique des prototypes était également mauvais, avec un fort niveau de roulis et des « secousses structurales » lors de la conduite. Le freinage était aussi mauvais, jugé à un niveau insuffisant par rapport aux standards des véhicules de production.

Des problèmes sans doute corrigés depuis. Sachant que les rapports diffusés par le « lanceur d'alerte » datent du 25 janvier 2022, ces problèmes ont probablement été résolus depuis et ils expliquent sans doute les nombreux retards dans le lancement du Cybertruck, désormais planifié pour cet été avant que sa production augmente en cadence. Tesla pourrait finalement en construire plus de 350 000 chaque année, selon la demande

H1ST VISION

Le premier concept car de la Software République

Reconnaissance faciale, paiement biométrique, capteurs virtuels, jeu numérique... La Software République dévoile une vingtaine de technologies embarquées dans le concept car H1st Vision à l'occasion du salon Viva Technology.

Six mois. C'est le temps de gestation du concept car H1st Vision (pour «Human First vision») présenté mercredi 14 juin par la Software République, un écosystème ouvert imaginé par Renault, à l'occasion de Viva Technology. Le véhicule, premier projet du

consortium, est pensé pour mettre en lumière des technologies que souhaitent commercialiser les partenaires. Capable d'accueillir jusqu'à quatre personnes, la voiture est dotée d'un système de recharge bidirectionnelle afin de restituer de l'énergie au ré-

seau lors des pics de consommation et de permettre à ses propriétaires de réaliser des économies. Le tout complété par la borne Powerbox de Mobilize et son offre de souscription à un contrat d'énergie.

RENAULT HUMAN FIRST VISION (2023)

Un roi de l'électro

Présumé au salon VivaTech, le Renault Human First Vision sert de démonstrateur de toutes les hautes technologies du groupe dans un futur proche. Et son style pourrait se retrouver sur des modèles de série.

Le Renault Human First Vision que montrera la marque au losange au salon Viva Technology annonce-t-il un futur modèle de production ? Pas exactement puisque cette fois, c'est plutôt sa technologie que met en avant le constructeur français. Dans son communiqué officiel, Renault parle de l'écosystème « Software République », où la marque figure avec Atos, Dassault Systèmes, Orange, STMicroelectronics, et Thales pour plancher sur les « solutions de mobilité durables du futur ». Le Human First Vision arbore bien un losange Renault mais il sert de démonstrateur des technologies sur lesquelles travaille l'équipe de cette « Software République ».

Le design de ce concept-car se retrouvera-t-il en partie sur un modèle de série ?

Assorti d'après le communiqué de Renault (dont les éléments de langage fleurissent bon la « startup nation » et multiplie les termes anglais) d'un double numérique, le Human First Vision regrouperait « pas moins de vingt innovations concrètes et opérationnelles ». Renault évoque « un accès sécurisé et innovant au véhicule par biométrie, une expérience sonore unique dans l'habitacle, une autonomie et une charge optimisées de la batterie, une



veille et une assistance de l'état de santé du conducteur et du véhicule ainsi qu'une protection des occupants et des autres usagers de la route grâce à des alertes prédictives ». Le véhicule a été développé en six mois par une équipe de 100 personnes. L'intérieur du Human First Vision est un concentré de technologie. Et le design ?

Renault ne dit rien sur le groupe motopropulseur équipant ce démonstrateur, qu'on imagine évidemment 100% électrique pour être dans l'air du temps. On se demande aussi si son design, qui reprend l'esprit du Scenic Vision vu pour la dernière fois au Mondial de l'automobile 2022, se retrouvera (au moins en partie) sur un futur modèle de série. Par exemple sur le prochain Rafale ?

ARM FAIT FABRIQUER SA NOUVELLE GÉNÉRATION DE PUCES

Tout le monde s'affole pour rien

Si le passage de plans vers une production de puce n'est pas un geste anodin pour ARM, il ne s'agit pas non plus d'une première. Le concepteur britannique de puces a effet déjà produit de nombreux designs de test pour ses clients par le passé. La question fondamentale étant de savoir quel type d'applications cible cette super puce...

Le monde des puces s'affole : le britannique ARM, qui est à la source des designs de toutes les puces pour smartphones, tablettes, mais aussi serveurs et autres objets connectés, serait en train de faire fabriquer une puce. Qui serait, de plus, « le plus gros effort de production de puce que l'entreprise installée à Cambridge n'a jamais fait », selon la presse. Ce qui est perçu par certains comme un mouvement « unique » de « changement », n'en est en fait pas un. Mais alors pas du tout. L'information a fuité par le Financial Times (FT) qui est britannique, comme ARM. Le fait d'avoir un puissant relai sur son territoire – le FT est l'un des journaux économiques les plus puissants de la planète – est un sacré avantage... pour faire passer des messages. Cette « fuite » n'en est donc pas une. C'est une opération de communication. Après l'échec du rachat par Nvidia, le propriétaire d'ARM (SoftBank) n'a toujours pas renoncé à son désir de le re-

vendre afin de faire une jolie plus-value. ARM est ainsi en train de dire à ses clients qu'il est bien rentré en action face aux progrès de ses concurrents. Et pour ce faire, il est tout à fait logique qu'ARM développe de nouvelles plateformes. Et, de temps en temps, fasse produire des designs de référence.

ARM a déjà fait produire des puces
Produite par TSMC en 7 nm FinFET, cette puce Neoverse conçue par ARM servait de plateforme de développement et de démonstration de sa première architecture CPU pour serveurs (ARES). ARM a produit de nombreuses puces de référence pour ses différents clients potentiels. /ARM
Produite par TSMC en 7 nm FinFET, cette puce Neoverse N1 conçue par ARM servait de plateforme de développement et de démonstration de sa première architecture CPU pour serveurs (ARES). ARM a produit de nombreuses puces de référence pour ses différents clients potentiels. /ARM

S'il est vrai qu'ARM ne fait pas produire des masses de puces et n'en vend aucune, l'entreprise a parfois besoin de montrer ses plateformes du futur à ses clients. Et a besoin, en interne, de puces opérationnelles pour les tests « terrains » de ses architectures, pour les certifications logicielles (code assembleur, drivers de ses designs comme ceux des GPU Mali, etc.). On se rappelle ainsi avoir vu, en passant dans un showroom ARM, des puces « vanilla* » de son architecture Neoverse en 2020. Des processeurs ARM, dessinés et conçus par ARM et produits par TSMC (en 7 nm FinFET, le top du top à l'époque). Mais ARM a aussi fait appel à Samsung à plusieurs reprises par le passé. Il est bon de rappeler qu'il n'y a rien d'unique dans cette démarche de passage d'un plan à celui d'une puce finale. Ce qui peut cependant changer, c'est le nombre et la variété des puces produites.

IPADOS 17

Ces deux iPad risquent d'être déclarés obsolètes par Apple

La prochaine mise à jour majeure d'iPadOS devrait laisser deux anciens modèles sur le banc de touche. Quels seront les modèles d'iPad qu'Apple abandonnera à la sortie d'iPadOS 17 ? Chaque année, à quelques semaines de la WWDC, les rumeurs sur les futures mises à jour majeures d'iOS ou d'iPadOS vont bon train et ne s'avèrent pas toujours correctes. Mais de nouveaux éléments viennent corroborer la dernière rumeur en date concernant la liste des iPad qui ne seront pas compatibles avec iPadOS 17.

Deux anciens modèles bientôt déclarés obsolètes

Début avril, le compte Twitter @Fame_G_Monster, a publié un tweet listant les appareils qu'Apple aurait prévu de cesser de prendre en charge sous iOS 17 et iPadOS 17. Le message indiquait ainsi que l'iPhone 8, l'iPhone 8 Plus et l'iPhone X n'auraient pas droit à iOS 17, et que l'iPad de cinquième génération et les deux iPad Pro de première génération seraient quant à eux privés d'iPadOS 17. Connu

pour avoir dévoilé par le passé des informations avérées sur les futures mises à jour logicielles d'Apple, l'auteur du tweet a depuis passé son compte en privé, rendant sa publication inaccessible publiquement.

Cette liste d'appareils mis au ban par Apple semble se confirmer, au moins en ce qui concerne les iPad. Relayés par 9to5Mac, nos confrères d'iPhonesoft rapportent en effet avoir obtenu d'une source interne chez Apple la liste des iPad qui ne goûteront pas à iPadOS 17. Celle-ci confirme celle dévoilée sur Twitter au début du mois d'avril. Et cela n'a finalement rien de très surprenant. L'iPad de cinquième génération, animé par une puce Apple A9 est sorti en 2017, tandis que les deux modèles d'iPad Pro de première génération, propulsés par un processeur Apple A9X ont été dévoilés en 2015. Quant aux autres anciens modèles d'iPad, s'ils restent compatibles avec iPadOS 17, ils seront sans doute privés d'un certain nombre de nouvelles fonctionnalités.

IPHONE 15 PRO

Apple n'a jamais utilisé autant de RAM sur un smartphone

Les iPhone 15 Pro signent un record pour Apple. C'est la première fois que la marque californienne intègre autant de mémoire vive dans un iPhone. Apple a en effet ajouté 2 Go supplémentaires sur les éditions haut de gamme par rapport à l'an dernier. Fidèle à ses habitudes, Apple n'a pas évoqué la quantité de mémoire vive intégrée à ses iPhone 15 lors de la keynote. Le géant de Cupertino ne s'attarde généralement pas sur les spécifications techniques de ses smartphones. Dans la même logique, Apple ne communique pas sur la taille des batteries et se contente d'évoquer l'autonomie de ses ap-

pareils. Quelques heures après la keynote, nos confrères de MacRumors ont cependant mis la main sur la quantité de RAM intégrée aux iPhone 15 Pro en fouillant dans xCode, la plateforme de développement d'Apple. L'outil permet aux développeurs de concevoir leurs applications sur macOS, iOS, watchOS, tvOS et visionOS.

8 Go de RAM, une première sur un iPhone
Dans la dernière version déployée, à savoir Xcode 15 Release Candidate, MacRumors a découvert plusieurs fichiers évoquant la quantité de mémoire des nouveaux iPhone haut de gamme. Pour la première fois, Apple intègre 8 Go de RAM sur ses téléphones.

Cette mémoire vive vient épauler le SoC A17 Bionic, qu'on trouve au sein des iPhone 15 Pro et Pro Max. De ce côté-là, il n'y a pas de différences entre les deux éditions. Pour mémoire, l'iPhone 14 Pro/ Pro Max n'embarquait que 6 Go de RAM. Notez qu'Apple a passé le cap des 6 Go en 2020 avec les iPhone 12. Pendant longtemps, les smartphones conçus par Apple se contentaient en effet de 4 ou de 3 Go de mémoire vive. Malgré cette frugalité côté RAM, les iPhone ont toujours offert des performances égales, voire supérieures, aux smartphones Android haut de gamme, qui embarquent désormais bien plus de 10 Go de mémoire vive.

DIGITAL SERVICES ACT

L'Europe avance lentement mais sûrement dans sa mise au pas des géants de la tech

Cette semaine, une étape importante a été franchie dans l'application échelonnée du Digital Services Act (DSA), le règlement européen censé mettre au pas les Gafam et toutes les autres plateformes du Web. Le texte prévoit une liste impressionnante de nouvelles obligations qui protégeront bien plus qu'avant les consommateurs européens. Voici ce qu'il faut retenir des derniers épisodes. « Il est temps d'ouvrir la boîte noire ». C'est par ces mots qu'un des porte-parole de la Commission européenne annonçait, le 18 avril dernier, l'inauguration à Séville du Centre européen pour la transparence algorithmique. Voilà cinq mois que le règlement européen sur les services numériques, communément appelé « Digital Services Act » ou DSA, est entré en vigueur. Et comme un puzzle qui prend lentement forme, ce 18 avril marquait la toute dernière étape du long processus d'application de ce texte qui a commencé le 16 novembre dernier, date de son entrée en vigueur, et qui s'achèvera le 16 février 2024. Retour sur le chemin parcouru depuis cinq mois par le DSA dont l'objectif est de davantage protéger les consommateurs européens dans le monde impitoyable du Web.

17 février : la déclaration du nombre d'utilisateurs

Les règlements européens sont des textes de loi qui s'appliquent normalement dans toute l'Europe, dès leur publication au Journal officiel de l'Union européenne (UE). Mais le DSA entraîne de tels changements de normes que les législateurs ont opté pour une mise en application échelonnée. Car désormais, tout ce qui est interdit hors ligne va l'être en ligne. Alors que jusqu'à présent, les 10 000 acteurs du Web étaient peu ou rarement responsables des contenus diffusés sur leurs plateformes, les règles vont changer. Et elles vont davantage protéger les droits fondamentaux des Européens.

Mots fléchés

Devint vieux jeu (se)		Simon Berryer		Ville d'Italie		En conférence		Rendre tranchant		Lampée		Acolyte de Pierre et de Jacques		Rincée		Départ pour les chevaliers
Limousine		Arbrisseau		Vase sacré						Utiliseras moins				Chauffage extérieur		
								Fautif								
								Ce qu'il a en plus								
Jeunes chartreux						Môre						Ascendant taureau				
Cloche en toile						Est limite						Papas				
			Petite cloche									Charme				
			Allié									Gros bâtons ferrés				
Le petit Robert					Faire entrer									A perdu le Nord		
Pour les favoris					Demi-lune									Capitale en Croatie		
								Os de carpe								
								Levè haut							Normalisé	
Relever un peu	Des Antilles								Joués en Inde							
	Sans intérêt								Circule en ville							Cachet de sire
								Archevêché			Pointes de corne					
											Tertio... quintio					
Chez nos voisins					Supprimer									Bref, c'est assez !		
La fin des haricots					Entaille									Jeu de cartes		
		Du sélénium										Courant d'Eire				
		Guère épais										Pas sans emploi				
Rend poli						Gratifier										
Pris le large						Cage pour les faisans					Ville andalouse					
											Variété de menthe					
			Moyen de défense											Aller à... l'eau		
			Terre de Berrichons											Orné de lauriers		
Va bon train ?					Fus au comble de la fureur		Fixer sur la toile									Mis en terre
Sont dans le coup							Mis de côté									
									Oiseau chassé							
									Bon coup							
Vraiment bouchés !	Extraire le noyau									Vieux lous					Courte scène	
	Exilées									Entouré de murs						
								Usines								
								Files du frère								
Sigle d'agence		Unité de dose				Enseigne									Chef de service	
		En Jordanie				Petit chemin										
				Fruit chamu										Lettres des postes		
				Est au courant										Vis		
Marche au pas			Ou 100 rem									Un tas de bouleau				
Découvrit			Roi bouffon									Grande dent				
					Concorde (Se)									Bois de l'Inde		
					Figure de théâtre									Amas d'étoiles		
Porte le n° 68							Prenne la penne								Ferme du lundi au samedi	
Bréviaires																
									Qui ont perdu la tête							

Arrestation de 3 éléments de soutien aux groupes terroristes en une semaine

Trois (3) éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés par des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP), lors d'opérations distinctes à travers le territoire national, menées du 6 au 12 septembre 2023, indique un bilan opérationnel de l'ANP, publié mercredi par le ministère de la Défense nationale (MDN). "Dans le cadre de la lutte antiterroriste, des détachements de l'Armée Nationale Populaire ont procédé, lors de différentes opérations à travers le territoire national, à l'arrestation de (03) éléments de soutien aux groupes terroristes et à la découverte et la saisie de (02) pistolets mitrailleurs de type Kalachnikov, (04) bombes de confection artisanale et une quantité de munitions", souligne le bilan.



ENTRETIEN TÉLÉPHONIQUE ENTRE LE MINISTRE DES AE ET SON HOMOLOGUE ITALIEN

La situation au Sahel au menu

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ahmed Attaf a reçu, mercredi, un appel téléphonique de la part de son homologue italien, Antonio Tajani, qui a porté sur la situation actuelle au Sahel, indique un communiqué du ministère. Dans ce cadre, M. Attaf a informé son homologue italien "des réactions encourageantes que l'initiative du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour le règlement politique de la crise au Niger, continuait à recevoir", lit-on dans le communiqué. Le ministre italien a renouvelé l'appui de son pays à la solution politique de cette crise, "en mettant un accent particulier sur l'idée de l'organisation d'une conférence internationale sur le développement au Sahel", ajoute la même source. "La détérioration de la situation au Mali a été également au centre des échanges entre les deux ministres, dont leurs points de vue, dans ce cadre, ont convergé sur l'impératif d'une relance rapide de la mise en œuvre de l'Accord sur la paix et la réconciliation au Mali, issu du processus d'Alger", souligne le texte du ministère. Enfin, "l'accélération des flux migratoires irréguliers en Méditerranée a retenu l'attention des deux ministres qui ont procédé, à ce sujet, à un échange de vues et d'analyses", conclut le communiqué.

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR REÇU À TRIPOLI PAR LE PRÉSIDENT DU CONSEIL PRÉSIDENTIEL LIBYEN

L'Algérie réaffirme sa solidarité avec la Libye

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad, accompagné du ministre de la Santé, Abdelhak Saihi, de la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Kaouter Krikou, ainsi que de la présidente du Croissant-Rouge algérien (CRA), Ibtissam Hamlaoui, a été reçu par le président du Conseil présidentiel libyen, Mohamed Younes El-Menfi. Selon un communiqué du ministère, la délégation algérienne a transmis, à

cette occasion, "les condoléances de Monsieur le Président de la République, du gouvernement et du peuple algérien à son frère libyen, suite aux inondations meurtrières qui ont frappé nombre de villes libyennes", réaffirmant, "la solidarité inconditionnelle de l'Algérie avec la Libye, pays frère, ainsi que sa disposition à le soutenir, en vue de surmonter les séquelles des inondations, à travers l'envoi des aides nécessaires". La délégation a fait état, ajoute la même source, du "lancement par l'Al-

gérie d'opérations d'acheminement des aides humanitaires vers la Libye, via le pont aérien décidé par Monsieur le Président de la République". La délégation algérienne est arrivée mardi à Tripoli, en application des "instructions du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour l'envoi en urgence d'importantes aides humanitaires vers les régions sinistrées de l'Etat frère de Libye, suite aux inondations dévastatrices qui ont touché le pays".

PRÉSIDENTE

Tebboune reçoit l'ambassadrice des Etats-Unis d'Amérique à Alger

Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune a reçu, mercredi, l'ambassadrice des Etats-Unis d'Amérique à Alger, Mme Elizabeth Moore Aubin, à la demande de cette dernière, indique un communiqué de la Présidence de la République. L'audience s'est déroulée en présence du Directeur de cabinet à la Présidence de la République, M. Mohamed Ennadir Larbaoui, ajoute la même source.



Chronique Eco

d'Anouar El Andaloussi

Un été chaud, les problèmes se traitent à froid

L'été 2023 a été chaud et même très chaud. Les problèmes les plus critiques dans de telles conditions climatiques sont l'alimentation en eau potable et en énergie électrique.

Le premier problème a été surmonté ici et là par des solutions locales ou plus exactement des combines personnelles ; le second, la puissante de pointe en électricité, a été aussi pris en charge par la réserve installée, alors que le record d'appel a atteint plus de 18.600 Mégawatts (24 juillet 2023). La disponibilité des produits agricoles frais et les viandes est l'autre problème attendu. Celui-ci continue à faire l'actualité tant les prix ont atteint des sommets jamais enregistrés. Nous en reparlerons dans une prochaine chronique. Sur un autre registre, l'été 2023 a été aussi réchauffé par une grande excitation liée à un évènement important, celui de la réunion au sommet des BRICS à Johannesburg en Afrique du Sud et dont l'enjeu (et non le défi) était l'adhésion de notre pays à ce nouveau Club. On a présenté ou on a laissé entendre que cette adhésion comme (est) la solution à tous nos problèmes, la culture bien enracinée de la rente à fait le reste. On imaginait que les chinois vont inonder nos

marchés de produits industriels, les russes vont assurer notre sécurité et nous fournir du blé et du soja gratuitement, les brésiliens et les indiens feront eux aussi un geste.... La température est vite retombée avec la tombée du verdict ; des répliques ont continué à se manifester autour d'un débat sans envergure : « nous sommes victimes d'un complot » ; « on nous aime pas parce que nous sommes exceptionnels » ; « il y a mieux que les BRICS » ; « on a pas besoin des BRICS, c'est eux qui ont besoin de nous » et puis d'autres voix plus intelligibles : il faut toujours se préparer avant d'aller aux combats et même aux cérémonies ; on ne vas pas dans un Club les mains (les poches) vides.... Maintenant que la température a chuté, on doit se poser les bonnes questions, fixer les objectifs, définir les bons horizons et tracer les stratégies adéquates pour atteindre ces objectifs. Finalement, les problèmes de la première catégorie (eau, énergie, inflation, disponibilité des produits de base) sont prioritaires, car directement liés à la vie des citoyens. Ceux-là sont permanents, immédiats et à notre portée sans attendre une quelconque délibération d'une autre instance. Imaginons un instant si nous étions importateurs d'énergies comme la grande majorité des pays :

facture d'énergie, dessalement d'eau de mer, balance commerciale.... Les seconds ne sont pas moins importants ou à négliger ; sauf que le traitement de ces deux types de problèmes n'est pas le même. Nos problèmes économiques doivent trouver des réponses localement, par une volonté de transformation structurelle de notre économie dans le cadre de réformes ambitieuses, jamais dans l'horizon d'une loi de finance biannuelle, celle-ci n'est qu'un instrument d'exécution d'une politique à moyen et long terme. Parallèlement, nous devons préparer notre insertion dans l'économie mondiale par les bons côtés (pas uniquement par les importations de produits finis et l'exportation de matières premières) ; il est vrai que nous sommes très isolés au plan économique, mais l'OMC, les BRICS, Les accords de libre-échange ne sont que des instruments, jamais des objectifs en soi. Ça ne sert à rien de disposer d'instruments si l'on n'a pas des objectifs à atteindre. Alors commençons par la définition des objectifs et des visions, fixer des horizons et préparer les instruments appropriés. Tout ceci se prépare à l'avance dans une prospective réfléchie, réaliste, partenariale et enracinée dans la société et les institutions. L'OMC, les BRICS, les Accords et les Zones de Libre-échange... s'inscrivent dans cette démarche.